

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Les dossiers

N° 300 du 06.01

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

2 Les brèves

2-1 La Résistance Palestinienne plus forte.

2-2 Haniyeh, une popularité de plus en plus grande.

2-3 Le temps des prisonniers (Hot House)

3 Dossier

3-1 Point de vues de A. Abunimah & O. Barghouti : Israël : La démocratie, une menace existentielle ?

3-2 Interview d'Omar Barghouti, faite par Silvia Cattori : Aucun Etat n'a le droit d'exister comme Etat raciste.

3-3 Point de vue du Centre Palestinien d'Information : Les Israéliens montrent leur obstination pour tout accord final.

3-4 Point de vue de Uri Avnery : Mourir avec les Philistins ?

3-5 Point de vue de Lorient-lejour : L'État hébreu pourrait agir contre les colonies en Cisjordanie la semaine prochaine.

3-6 Point de vue de Yoav Stern : Une organisation arabe israélienne propose un régime supranational plutôt que deux Etats.

3-8 Point de vue de Miko Peled : Bil'in et la prochaine Intifada.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Nadia Ben Dhifallah : Naplouse le 06/01/2008 - Fin du siège.

4-2 Jean-Marie Dermagne : L'affaire des T-shirts 'terroristes'.

4-3 Dorothy Naor : Des étudiantes réduites au silence et brutalisées.

5 Annexe - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

5-1 René Naba : Face à son destin, George Bush au Moyen-orient en janvier 2008.

5-2 Julie Lerat. : Comment Israël expulsa les Palestiniens (1947-1949)

5-3 Jeremiah Haber : De la méthadone pour le peuple ?

5-4 Adriana Evangelizt : [Dernière vidéo de ben Laden signée CIA et MOSSAD](#)

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 La Résistance Palestinienne plus forte.

Nous pouvons supposer que la diatribe de la ministre des Affaires étrangères contre les dirigeants égyptiens aux nouvelles capacités militaires de la Résistance Palestinienne.

Elle a en effet réussi à faire un tir anti-aérien sur un hélicoptère de l'occupant, l'obligeant à rebrousser chemin.

Jusqu'à-là, les sionistes pouvaient survoler et lancer des bombes en toute quiétude sur la population civile palestinienne qui ne pouvait que compter ses morts et les pleurer.

La fureur contre Moubarak est due à la croyance que de telles armes ont été acheminées par Rafah, point de passage entre l'Égypte et Gaza.

Livni a rappelé que le contrat de l'évacuation des colons de Gaza impliquait bien que l'Égypte jouerait à plein son rôle de geôlier sur cette partie des 300 km² de Gaza.

La rétribution du Président à vie égyptien est incluse dans le paquet de 2 milliards de dollars donnés annuellement par les US(a) depuis la fameuse paix de Sadate.

Les roquettes Qassam et les missiles anti-aériens peuvent se concevoir et se fabriquer dans des arrière-cuisines rudimentaires. De cette façon, le recours aux attentas suicide est totalement obsolète.

Que Barak et Livni soient rassurés de la loyauté des vassaux égyptiens autocratiques et corrompus, une partie de la somme allouée a bien été réservée à l'achat (à des firmes israéliennes) pour détecter des tunnels.

Convergence des Causes

29 décembre 2007

29-12-2007

2-2 Haniyeh, une popularité de plus en plus grande.

Deux sondages, réalisés à l'occasion de la fin de l'année 2007 et de l'année hégire 1428, mettent Ismaël Haniyeh, le premier ministre palestinien, en première place comme meilleur dirigeant du monde islamique.

Les internautes du premier sondage réalisé par le site internet « IslamOnLine » ont élu Abou Al-Abd Ismaël Haniyeh, après cinq jours successifs de réponses, comme meilleur dirigeant du monde musulman.

Rajab Ordoghan, le premier ministre turque, occupe la deuxième place, bien loin derrière Haniyeh.

De plus, le site assure que le vote pour Haniyeh était accompagné d'une sorte de festivité. Beaucoup lui ont exprimé des éloges. Certains n'ont répondu qu'à la question concernant Haniyeh, laissant tomber les autres questions du sondage.

Notons que « IslamOnLine » fait partie des sites les plus visités dans le monde arabo-islamique. Il traite différents domaines : informations politiques, économiques, sociales, éducatives, culturelles, en plus des services interactifs...

Haniyeh et Abbas

Le site internet du journal Al-Quds, publié dans la ville d'Al-Quds (Jérusalem), proche de l'autorité palestinienne, a aussi organisé un sondage. Ce sondage a aussi montré que Haniyeh est la personnalité la plus acceptée dans le monde arabe, de loin. En fait, il a eu 50% des voix contre le deuxième, Mahmoud Abbas, qui n'a eu que 28%.

Trois autres personnages n'ont chacun que 9%.

5340 personnes ont participé à ce sondage qui a continué jusqu'à une heure tardive du dimanche 30 décembre 2007.

La popularité du Hamas

Des observateurs remarquent que les deux sondages expriment la popularité du mouvement de la résistance islamique Hamas, aussi bien dans la rue palestinienne que dans la rue arabo-islamique. Le mouvement, représenté par Haniyeh, a réussi, depuis sa victoire dans les élections parlementaires organisées au début de l'année 2006, dans ses deux cabinets, son programme politique.

Ces sondages contredisent les allégations du recul de la popularité du Hamas à cause du siège économique étouffant imposé au peuple palestinien de la part de l'occupation israélienne, à cause de la fermeture des points de passage, à cause de la restriction du carburant, à cause des incursions militaires, à cause des assassinats, à cause de l'endurcissement des sanctions collectives pratiquées contre le peuple palestinien, tout le peuple palestinien...

Notons que l'occupation israélienne a récemment mis Haniyeh en tête de liste des Palestiniens à assassiner, dans un plan global destiné à liquider les dirigeants du mouvement du Hamas, révèlent des médias israéliens. Ces agissements israéliens viennent comme une réplique au lancement de roquettes de la part des factions de la résistance palestinienne dans la bande de Gaza, contre les colonies et les positions militaires sionistes, disent ces médias.

Les médias israéliens ont récemment mentionné que le président américain Bush a donné son feu vert à cet assassinat, à condition qu'il soit mis à exécution après sa visite dans la région, dans un futur proche !

Source : Centre Palestinien d'Information

<http://www.palestine-info.cc/...>

2-3 Le temps des prisonniers (Hot House)"

Plus de 10.000 Palestiniens sont détenus actuellement dans les prisons israéliennes. On les appelle les "prisonniers sécuritaires".

La plupart des Israéliens les considèrent comme des assassins et des criminels. Pour la plupart des Palestiniens, ce sont des héros et des combattants de la liberté.

L'équipe du film "Le temps des prisonniers (Hot House)" a pu, pour la première fois, pénétrer dans les prisons israéliennes de haute sécurité. Shimon Dotan, le réalisateur, a pu rencontrer et s'entretenir avec quelques-uns de ces prisonniers palestiniens dans leurs cellules.

Condamnés plusieurs fois à la perpétuité, ils consacrent leurs journées à l'étude et s'intéressent de près à l'actualité à laquelle ils prennent une part active.

Enjeu au cœur de la résolution du conflit, ces prisonniers incarnent une élite du nationalisme palestinien, tenue à l'abri des soubresauts de la région et observant la réalité de leur lutte avec recul. Comme pour Robbe-Island, en Afrique du Sud, c'est aujourd'hui dans les prisons israéliennes que se constitue le leadership du futur Etat palestinien.

(asbl SUBTERRA) 1050 Ixelles (Belgique)

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vues de A. Abunimah & O. Barghouti : Israël : La démocratie, une menace existentielle ?

"En participant tous les deux récemment à la rédaction d'un document plaidant en faveur d'une solution à un seul Etat au conflit colonial arabo-israélien, nous cherchions clairement à provoquer un débat (Voir en français : Déclaration de Madrid - ndt). De manière prévisible, des sionistes ont décrié cette proclamation comme une nouvelle preuve de l'attachement inébranlable d'intellectuels palestiniens - et de quelques Israéliens radicaux - à la « destruction d'Israël ». Quelques militants pro-palestiniens nous ont accusés d'avoir, dans notre quête d'un rêve « utopique », délaissé des droits palestiniens urgents et cruciaux"(...)

S'inspirant partiellement de la Charte Sud-africaine de la Liberté (1) et de l'Accord de Belfast (2), la bien plus modeste Déclaration à Un Etat, rédigée par un groupe d'universitaires et de militants palestiniens, israéliens et internationaux, professe que « la terre historique de Palestine appartient à ceux qui y vivent et à ceux qui en furent expulsés depuis 1948, sans considération de religion, d'ethnie, d'origine nationale ni de citoyenneté actuelle ». Elle envisage un système de gouvernement fondé sur « le principe d'égalité en matière de droits civils, politiques, sociaux et culturels, pour tous les citoyens ».

C'est précisément cette insistance fondamentale sur l'égalité qui est perçue par les sionistes comme une menace existentielle pour Israël, parce que minant ses fondements intrinsèquement discriminatoires qui privilégient ses citoyens juifs par rapport à tous les autres.

Le Premier ministre israélien Ehoud Olmert a montré une franchise rafraîchissante lorsque, tout récemment, il a admis qu'Israël serait « fini » s'il devait faire face, de la part des Palestiniens, à une lutte en faveur de droits égaux. (3)

Mais alors que la transformation d'un régime au racisme institutionnalisé, ou d'apartheid, en une démocratie était tenue pour un triomphe des droits de l'homme et du droit international en Afrique du Sud et en Irlande du Nord, elle est rejetée séance tenante, dans le cas israélien, comme une brèche qui serait faite dans le droit sacré à la suprématie ethno-religieuse (appelée, par euphémisme, le droit d'Israël « à être un Etat juif »).

Les Palestiniens sont pressés par un interminable défilé d'envoyés occidentaux et de bonimenteurs politiques - le dernier en date étant Tony Blair - à se contenter de ce que le Congrès National Africain avait, à juste titre, rejeté quand il se l'était vu offrir par le régime d'apartheid d'Afrique du Sud : un bantoustan constitué d'un patchwork de ghettos isolés, loin en deçà des exigences minimum de justice.

Des partisans sincères de la fin de l'occupation israélienne ont également sévèrement critiqué le plaidoyer en faveur d'un seul Etat, pour des motifs à la fois moraux et pragmatiques. Une proposition morale, soutenaient certains, devrait se focaliser sur l'effet probable qu'elle aurait sur les gens, en particulier ceux qui sont sous occupation, privés de leurs besoins les plus élémentaires, comme l'alimentation, un abri et des services de base. La tâche la plus urgente, concluaient-ils, est de demander la fin de l'occupation, et non pas de faire la promotion des illusions d'un Etat unique. Outre sa prémisse passablement paternaliste, par quoi ses partisans sauraient mieux que nous ce dont les Palestiniens ont besoin, cet argument est tout à fait problématique en ce qu'il suppose que, contrairement aux autres humains partout ailleurs, les Palestiniens sont tout disposés à renoncer à leurs droits sur le long terme à la liberté, à l'égalité et à l'autodétermination en échange de quelque allègement passager de leurs souffrances les plus immédiates.

Le refus des Palestiniens de Gaza - même en présence d'un blocus criminel visant à les affamer et qui leur est imposé avec l'appui des Etats-Unis et de l'Union Européenne - de se soumettre à l'exigence israélienne qu'ils reconnaissent son « droit » à établir une discrimination à leur encontre, n'est jamais que la dernière démonstration en date de la fausseté de pareils présupposés.

Un argument déjà plus convaincant, exprimé tout récemment par Nadia Hijab et Victoria Brittain, veut que, dans les circonstances actuelles de l'oppression, alors qu'Israël bombarde et tue sans discrimination, emprisonne des milliers de personnes dans de dures conditions, construit des murs pour séparer les Palestiniens les uns des autres et les séparer de leurs terres et de leurs ressources en eau, vole sans trêve la terre palestinienne et étend ses colonies, assiège des millions de Palestiniens sans défense dans des enclaves isolées et disparates, et détruit progressivement la structure même de la société palestinienne, appeler à un Etat laïc et démocratique revienne à laisser Israël « se tirer d'affaire ». (4)

Elles s'inquiètent à l'idée d'affaiblir un mouvement de solidarité international qui est « très largement derrière une solution à deux Etats ». Mais même en ne tenant pas compte du fait que l'« Etat » palestinien proposé actuellement n'est rien de plus qu'un bantoustan morcelé et réduit à la misère sous la domination permanente d'Israël, le vrai problème avec cet argument tient à ce qu'il présume que des décennies de soutien apporté à une solution à deux Etats ont fait quelque chose de concret pour arrêter ou même adoucir de telles atteintes aux droits de l'homme.

Depuis la signature des accords palestino-israéliens d'Oslo en 1993, la colonisation de la Cisjordanie ainsi que toutes les autres violations israéliennes du droit international n'ont pas cessé de s'intensifier, et dans la plus totale impunité. Nous voyons cela de nouveau, après la récente rencontre d'Annapolis : tandis qu'Israël et des fonctionnaires d'une Autorité Palestinienne non représentative et impuissante examinent les motions de « pourparlers de paix », les colonies d'Israël et le mur de l'apartheid continuent de croître en toute illégalité, et l'affreuse punition collective qu'Israël inflige à 1,5 million de Palestiniens à Gaza s'intensifie sans que la « communauté internationale » ne lève le petit doigt.

Ce « processus de paix » - ni paix, ni justice - est devenu une fin en soi, parce que tant qu'il se poursuit, Israël n'est confronté à aucune pression visant à lui faire réellement changer de comportement. La fiction politique selon laquelle une solution à deux Etats est toujours là, juste derrière le coin, mais jamais accessible, est essentielle à la perpétuation de la fable et au maintien, indéfiniment, du statu quo de l'hégémonie coloniale israélienne. Pour éviter les pièges d'une plus grande division dans le mouvement des droits palestiniens, nous sommes d'accord avec Hijab et Brittain pour inciter les militants, sur tout l'éventail politique, quelle que soit leur opinion sur la question d'un ou deux Etats, à s'unir derrière l'appel lancé en 2005 par la société civile palestinienne au Boycott, au Désinvestissement et aux Sanctions - ou BDS - comme la stratégie de résistance civile la plus solide politiquement et moralement, qui puisse inspirer et mobiliser l'opinion publique mondiale dans la poursuite des droits palestiniens.

L'approche fondée sur les droits qui est au cœur de cet appel largement approuvé se concentre sur la nécessité de réparer les trois injustices fondamentales qui, ensemble, définissent la question de la Palestine : le déni des droits des réfugiés palestiniens, à commencer par leur droit à retourner dans leurs maisons, comme le stipule le droit international ; l'occupation et la colonisation du territoire de 1967, y compris Jérusalem-Est ; et le système de discrimination à l'encontre des citoyens palestiniens d'Israël.

Soixante ans d'oppression et quarante ans d'occupation militaire ont appris aux Palestiniens que, quelque solution politique que nous appuyions, ce n'est que par une résistance populaire couplée à une pression internationale soutenue et efficace que nous avons une chance quelconque de parvenir à une paix juste.

De concert avec ce combat, il est absolument nécessaire de commencer à envisager des perspectives d'avenir de l'après-conflit et à en débattre. Ce n'est pas un hasard si des citoyens palestiniens d'Israël, des réfugiés palestiniens et des Palestiniens de la Diaspora, ces groupes longtemps privés du droit de vote par le « processus de paix » et dont les droits élémentaires sont violés par la solution à deux Etats, ont joué un rôle clé dans la mise en avant de nouvelles idées pour sortir de l'impasse.

Plutôt que de voir l'émergence d'une vision démocratique et égalitaire comme une menace, une rupture ou un détournement stérile, il est grand temps de la considérer pour ce qu'elle est : l'alternative la plus prometteuse à un déjà défunt dogme à deux Etats.

A. Abunimah & O. Barghouti - The Electronic Intifada
samedi 5 janvier 2008

Notes :

(1) [The Freedom Charter](#)

(2) [The Belfast Agreement](#)

(3) "Israel risks apartheid-like struggle if two-state solution fails, says Olmert", The Guardian, 30 novembre 2007.

(4) Nadia Hijab et Victoria Brittain, "Struggle for equality", The Guardian (Comment is free), 17 décembre 2007

Ali Abunimah est cofondateur de [The Electronic Intifada](#) et l'auteur de "One Country : A Bold Proposal to End the Israeli-Palestinian Impasse".

Omar Barghouti est un analyste indépendant et un membre fondateur de la "Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel" [Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël].

Cet article avait été publié à l'origine dans le [Guardian - Comment is free](#)

il est traduit par Michel Ghys et publié par Nadine Ghys sur *Info-Palestine* http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=3524

3-2 Interview d'Omar Barghouti, faite par Silvia Cattori : Aucun Etat n'a le droit d'exister comme Etat raciste.

Extrait

On continue à entendre, à la radio (FR. Culture, Inter, RFI), des phrases du style : "Hier 7 (par exemple) *Palestiniens ont trouvé la mort* (par exemple) à Gaza".

En Palestine, les gens **trouvent la mort...** Ils cherchaient à aller à l'école, à la fac, au boulot (pour ceux qui en ont encore), aux champs (pareil), au marché faire leurs courses pour ce qui reste à acheter, ils dormaient chez eux, et caetera...

Et ils ont **trouvé la mort**.

C'est ce qu'on appelle en linguistique un euphémisme, et en déontologie du journalisme une honte.

Omar Barghouti appartient à cette nouvelle génération d'intellectuels Palestiniens qui n'ont jamais adhéré à la solution « Deux peuples, deux États » et qui appellent au boycott, au désinvestissement, et à des sanctions à l'égard d'Israël. Partisan d'un État laïque et démocratique, où Palestiniens et Israéliens partageraient des droits égaux après que les injustices historiques aient été corrigées et que les droits des réfugiés aient été respectés, il a accordé un entretien au Réseau Voltaire dans lequel il exprime le décalage entre son peuple et ses dirigeants internationalement reconnus.

Dans cet entretien, il a notamment répondu aux questions suivantes.

Peut-on établir un dialogue et promouvoir une « normalisation » entre occupants et occupés, s'il n'y a pas de rapports d'égalité ?

La solidarité doit-elle continuer de travailler avec les représentants de l'Autorité palestinienne, une minorité de privilégiés qui collaborent avec l'occupant ?

Doit-elle continuer de calquer ses orientations sur celles du « camp de la paix israélien », dont le désir d'en finir avec l'occupation est bien réel, mais dont la préoccupation, consciente ou inconsciente, est avant tout de préserver Israël en tant qu'État juif ?

Silvia Cattori : *J'ai eu le privilège d'entendre la conférence que vous avez donnée à Milan le 8 octobre 2007 [1]. Votre analyse de la situation en Palestine rompt avec les orientations qui sont généralement véhiculées, y compris au sein du mouvement de solidarité. Avez-vous eu le sentiment que le public italien est réceptif à vos positions ?*

Omar Barghouti : Je suis venu en Italie, en mars 2007, pour une tournée au cours de laquelle j'ai parlé sur différents sujets. Art et répression est l'un d'entre eux. J'ai également parlé de la solution « un seul État », ainsi que du boycott d'Israël [2]. Un mouvement est en train de se développer en Italie, qui comprend qu'il est nécessaire d'exercer une pression efficace sur Israël et qu'il n'est plus acceptable de continuer à se limiter à des actions de solidarité traditionnelles telles que manifestations, rédaction de lettres, etc. À l'évidence, de telles manifestations traditionnelles de solidarité ne pourront pas, à elles seules, faire bouger Israël, car elles n'aggravent en rien le prix politique à payer par Israël pour son occupation et son oppression des Palestiniens. Les Européens peuvent bien manifester autant qu'ils le veulent, Israël s'en moque. Je pense que de plus en plus d'Italiens s'en rendent compte.

Faire progresser cette prise de conscience est assurément une chose importante qui devrait se poursuivre, aussi longtemps que le conflit colonial continue. Mais cela n'est plus suffisant.

Après le 11 septembre 2001, Israël est devenu beaucoup plus belliqueux qu'auparavant. Aujourd'hui, il se préoccupe vraiment très peu de l'opinion publique internationale, alors qu'il était très sensible à l'opinion publique occidentale durant les années soixante-dix, quatre-vingt, et même quatre vingt-dix. En ce vingt et unième siècle, Israël devient de moins en moins sensible à l'opinion publique à cause de son immense pouvoir et de son

influence sans égale sur Washington, qui reste, politiquement, le maître des Européens. Voici comment il voit les choses : « Puisque Washington est à nos côtés, pourquoi nous préoccuper des Européens ? »

Pour donner un exemple : lorsque la Belgique a voulu mettre Ariel Sharon en jugement pour son rôle dans les massacres de Sabra et Chatila à Beyrouth en 1982, Mme Condoleezza Rice a menacé, en réponse, le Ministre belge des Affaires étrangères de retirer du pays le siège de l'OTAN, parmi d'autres mesures drastiques. Dans les jours qui ont suivi, le jugement a été renversé et le tribunal n'a jamais convoqué Ariel Sharon. Il y a eu des pressions du même genre sur l'Allemagne et la France à la suite du conflit avec l'Europe touchant la guerre en Irak en 2003.

Israël a compris que sa vaste influence sur le Congrès se traduit en une influence substantielle, quoiqu'indirecte, sur l'Europe. De ce fait, Israël ne se préoccupe pas particulièrement de l'opinion publique européenne.

De plus en plus d'Italiens se rendent compte qu'il est maintenant temps d'exercer une pression efficace sur Israël ; que l'on ne peut plus se contenter de dire « méchants garçons, vous faites de vilaines choses ».

Silvia Cattori : *Le Wall Street Journal a écrit récemment : « Le rêve qu'était la Palestine est finalement mort » [3]. Comment réagissez-vous à cette affirmation ?*

Omar Barghouti : Je pense que c'est là, prendre ses désirs pour des réalités. Les néoconservateurs qui contrôlent le Wall Street Journal sont en passe de finir dans les poubelles de l'Histoire après tous leurs échecs en Irak et en Afghanistan. Ils voudraient bien croire que les « Palestiniens sont finis ». Je pense, que ce sont eux qui sont finis. Cela va prendre sans doute un peu de temps, mais je crois honnêtement que leur croisade s'est révélée criminelle et futile et que leurs arguments ont été réfutés.

Leur grand dessein idéologique qui était censé commencer en Irak —déployer son effet domino tout au travers des régions pétrolières arabes et leur permettre de contrôler le monde— s'est fracassé. Leur vision a été dénoncée comme fondamentalement raciste, dogmatique et profondément erronée. Grâce principalement à la résistance en Irak, au Liban et en Palestine, cette vision néoconservatrice de l'empire est en voie d'être définitivement défaite.

Silvia Cattori : *Comment jugez-vous ceux de vos dirigeants qui collaborent avec l'occupant ?*

Omar Barghouti : Ceux qui, parmi les leaders palestiniens collaborent avec l'occupation font assurément partie du problème, et pas de la solution. Je les condamne dans les termes les plus vigoureux. J'ai exprimé publiquement ma position à ce sujet lorsque le Hamas a pris le contrôle de Gaza [4]. Bien que je sois très critique à l'égard du Hamas pour différentes raisons, je reconnais que la majorité des Palestiniens sous occupation l'ont démocratiquement élu pour les gouverner et mener la lutte pour la liberté et l'autodétermination. Le monde doit respecter ce choix palestinien démocratique, bien qu'un tiers seulement des Palestiniens aient participé à ces élections. Les deux autres tiers incluant les réfugiés palestiniens dispersés dans le monde et les Palestiniens de citoyenneté israélienne, n'ont même pas été considérés.

Ce serait aux Palestiniens de demander des comptes au Hamas s'il manque à gouverner convenablement ou a réaliser les droits des Palestiniens, pas à l'Amérique, pas à l'Europe, et certainement pas à Israël.

Certains dirigeants politiques palestiniens se font les complices du pouvoir colonial et raciste d'Israël d'une façon insidieuse. Au lieu d'une approbation ouverte de l'occupation, leur rôle est de donner au monde la fausse impression qu'il s'agit essentiellement d'une dispute ; et que l'on peut s'asseoir pour la négocier gentiment, en Suisse ou ailleurs. Ils masquent de ce fait la réalité, à savoir qu'il s'agit d'un conflit colonial nécessitant une lutte massive sur le terrain et l'appui d'une pression internationale soutenue pour en venir à bout.

L'utilisation de ce terme « dispute » est un vrai désastre qui nous a affligés depuis les Accords d'Oslo [5]. En fait, tout cela a commencé avec les pourparlers de Madrid, avant Oslo ; mais le « processus d'Oslo » a été le coup le plus dévastateur pour la lutte palestinienne d'autodétermination, parce qu'il a conduit à un glissement de paradigme : d'une lutte d'un peuple opprimé contre ses occupants et colonisateurs, à une dispute entre deux groupes nationaux avec des droits et des revendications morales conflictuels mais symétriques.

Silvia Cattori : *Dès lors, comment expliquer que, en dépit du fait que toutes les négociations avec Israël n'ont apporté que plus de malheurs aux Palestiniens, des personnalités comme MM. Erekat, Abbas, Rabbo [6], poursuivent ce « processus de paix » et poursuivent obstinément dans cette même voie ? Quel espoir les Palestiniens peuvent-ils avoir face à cette situation ?*

Omar Barghouti : Si vous prenez l'exemple de l'Afrique du Sud, les années les plus répressives de l'apartheid furent les années qui ont précédé sa fin ; non pas les années 60 ou 70, mais la fin des années 80 et le début des années 90. L'apartheid a atteint le sommet de son pouvoir, le sommet de la répression, juste avant de s'effondrer. Ainsi, en ce moment où le mouvement sioniste a tant d'influence dans le monde, je ne vois pas cela comme la fin de la question palestinienne.

Au contraire, je le vois comme le début de la fin du sionisme. Israël et le sionisme ont perdu tout le respect et l'admiration dont ils ont joui autrefois au niveau international. Ils sont en train de devenir rapidement des parias. Israël, un Etat dont les incessantes actions de purification ethnique et de déshumanisation criminelle des Palestiniens se font de façon plus ou moins ouvertes, n'a plus recours aujourd'hui qu'à la brutalité, au terrorisme intellectuel, et à l'intimidation vis-à-vis de la communauté internationale et des autorités élues de l'Ouest, pour atteindre ses objectifs. Les peuples du monde n'aiment pas et ne soutiennent pas le sionisme, comme l'ont montré plusieurs sondages récents ; ils ont simplement peur du sionisme, et cela fait une énorme différence. Dans les années cinquante et soixante du siècle dernier, les Européens aimaient Israël —pays du « Kibboutz » présenté sous des couleurs romantiques- comme le ferment de la « démocratie libérale » dans une région affligée par l'autocratie et « l'arriération ». Les Européens, après tout, ont aidé à construire Israël de plus d'une façon ; et ils le voyaient, dès lors, comme leur « enfant » au milieu de cette « mer barbare d'Arabes ». Israël était perçu

comme l'entité blanche, éclairée, civilisée, au sein d'une « jungle peuplée d'indigènes du Sud, de couleur et indisciplinés ».

Et, alors que beaucoup d'Européens doivent encore se libérer de cette attitude coloniale et raciste à l'égard des Arabes, Israël ne jouit plus aujourd'hui que de très peu de sympathie, en Europe ou n'importe où dans le monde. Israël a des protégés qui sont très bien payés et des groupes de pression politiques extrêmement efficaces qui sont très bien rodés. Avec de tels outils, il a réussi à imposer son discours, sa ligne politique, dans les médias européens dominants, les parlements et les milieux de pouvoir.

Comme leurs homologues états-uniens, les responsables politiques européens sont aujourd'hui confrontés au dur choix de suivre la ligne dictée par Israël, ou de briser leur carrière, et souvent aussi leur réputation. La complicité des Européens dans le maintien de l'occupation et de l'oppression israélienne est obtenue par la menace, l'intimidation, la brutalité, et pas par la persuasion. C'est là, sur le plan historique, la perte la plus significative du sionisme. Il a gaspillé la sympathie dont il jouissait autrefois, et complètement perdu sa capacité de toucher les cœurs et les esprits, même en Occident. Le sionisme maintenant obtient ce qu'il veut seulement par la trique. Mais combien de temps les gens resteront-ils effrayés et intimidés ? À la fin, ils se révoltent —si ce n'est pour notre intérêt, au moins pour sauvegarder leur liberté, leur dignité, et leur sens de la justice—. Je parle ici des citoyens européens et états-uniens qui jouissent de droits démocratiques établis, et pas des peuples appauvris du Sud qui manquent de moyens pour effectuer des changements.

Vous les Européens, êtes des peuples qui vivent dans une relative démocratie —et elle est très relative ; vous vivez dans le bien être sur le plan économique ; vous pouvez faire valoir votre voix dans des élections régulières et vous pouvez l'utiliser pour provoquer un changement, mais il va falloir, pour vous réveiller, un bruyant appel du Sud néo-colonisé qui réaffirmera sa volonté et sa demande de justice, de développement durable, et de réparation pour des siècles de domination coloniale. Les citoyens européens peuvent être résolument convaincus de rejeter leur héritage colonial et de reprendre le contrôle de leurs destinées des mains de leurs élites dirigeantes défaillantes qui les ont pris en otage et trahissent de plus en plus leurs intérêts. Mais cela va demander un grand travail de conscientisation, et beaucoup de campagnes de persuasion, à petite échelle, mais soutenues et susceptibles de s'amplifier graduellement. Ce travail de fond est crucial et indispensable pour combler le fossé Nord-Sud, pas seulement sur le plan économique, mais également sur le plan conceptuel et culturel.

Silvia Cattori : *Vous, les Palestiniens, savez mieux que quiconque que les États-Unis et Israël se sont servis des attentats du 11 septembre 2001 pour qualifier toute résistance de « terrorisme ». Aujourd'hui, vos autorités aussi s'engagent à suivre cette même voie. M. Abbas proclame qu'il va combattre les « terroristes du Hamas », au nom des « musulmans modérés ». Le but réel n'est-il pas de combattre la seule résistance anticoloniale qui existe encore en Palestine ?*

SUITE voir pièce jointe

3-3 Point de vue du Centre Palestinien d'Information : Les Israéliens montrent leur obstination pour tout accord final.

Un document concernant les négociations de Taba et de Camp David des années 2000 et 2001 a été publié. Il avait été envoyé du bureau du premier ministre de l'époque Ariel Sharon au bureau d'Ehud Barak devenu à son tour premier ministre.

Ce document montre de façon claire un entêtement sioniste chaque fois qu'on discute des accords finaux.

Le document publié par le journal hébreu Haaretz précise que les principes vus dans le conseil des ministres tenu avant la conférence d'Annapolis ressemblent énormément à ceux délimités par Barak.

Le sous-titre du document est : « La réalité actuelle de l'opération politique avec les Palestiniens ». Il met sous lumière un accord entre les deux parties sur la constitution d'un Etat palestinien pour donner aux Palestiniens leur droit à l'autodétermination. Le document rapporte que les Palestiniens sont divisés quant à la reconnaissance de l'Entité sioniste comme étant « un pays du peuple juif ».

Par le document, on sait maintenant que les Sionistes ont proposé des principes qui leur sont vitaux. Ils ne veulent transférer aucuns territoires à l'autorité palestinienne avant un accord final sur toutes les affaires fondamentales. Et avant cet accord, il n'y aura pas d'accord partiel, considérant toutes les affaires comme liées entre elles.

Selon le document, dans les négociations de Taba et de Camp David (2000-2001), les Palestiniens ont grandement protesté contre les exigences sécuritaires israéliennes et contre un Etat palestinien désarmé. Ils ont aussi voulu arriver à un « accord pour servir de cadre à l'accord final » de façon à traiter toutes les questions essentielles du conflit et à délimiter de grandes lignes et des calendriers temporels pour la solution.

Quant à la question des frontières, le document mentionne que les Palestiniens étaient prêts à montrer une certaine souplesse. Ils ont accepté quelques changements sur les frontières du 4 juin 1967 pour qu'elles puissent répondre aux exigences démographiques de l'Entité sioniste. La différence d'avis concerne toujours la définition de 100% des territoires et de la démographie.

Le document montre aussi que dans ces négociations-là, on n'est pas arrivé à un accord pour déterminer l'avenir de la zone annexée à la ville d'Al-Quds après 1967 et de la zone de la Mer Morte. Tel-Aviv a voulu un changement de terrains à une proportion de 6 à 8 de la Cisjordanie afin de préserver les blocs coloniaux. Les

Palestiniens se sont opposés à la notion de blocs. Ils ont demandé que l'échange soit de 1/1 et qu'il ne dépasse pas 3,2% des territoires de la Cisjordanie.

Et sous le titre d'Al-Quds (Jérusalem), le document dit que cette ville aura deux capitales, Jérusalem et Al-Quds. Les Palestiniens ont insisté pour que la ville toute entière soit ouverte. L'Etat d'occupation a besoin selon le principe suivant : « Tout ce qui est arabe est pour les Palestiniens ». Mais, en pratique, ils ont proposé une carte avec des pieds israéliens déchirant les territoires palestiniens. Les Palestiniens ont demandé le contraire. Quant à la question de la vallée sacrée et de l'ancien bourg, les Sionistes ont voulu pour eux une position spéciale. Les Palestiniens y ont posé leur objection. Ils veulent leur autorité sur les quartiers islamiques et chrétiens, et sur la plupart du quartier arménien. Et dans les zones sacrées chez les Juifs, hors les clôtures, les Palestiniens ont suggéré des arrangements au profit de l'Entité sioniste, sans pour autant arriver à l'autonomie. Et pour le sanctuaire Al-Maqdasi, il y a eu deux alternatives. Soit sa position reste confuse, soit décidée selon la relation de chaque côté du lieu. Alternatives refusées par les Palestiniens.

Enfin, l'Etat d'occupation a refusé d'assumer la responsabilité des réfugiés palestiniens et de reconnaître leur droit au retour. Par contre, il a accepté de reconnaître leur souffrance et de participer aux efforts internationaux destinés à faciliter le retour d'un petit nombre d'entre eux, avec une participation financière pour leur intégration. Les Sionistes insistaient sur la condition mettant finalement un terme « au conflit et à tous les droits ». De leur côté, les Palestiniens ont réclamé une reconnaissance de la responsabilité des Sionistes dans l'origine et la continuation du problème des réfugiés. Le document cite que les Palestiniens ont montré, durant les négociations, une compréhension de la sensibilité de ce sujet et se sont montrés prêts à en trouver une solution équilibrée.

Source : Centre Palestinien d'Information

<http://www.palestine-info.cc/...>

3-4 Point de vue de Uri Avnery : Mourir avec les Philistins ?

En Israël, le citoyen ordinaire n'a aucune idée de ce qui se passe dans la bande de Gaza. La séparation est absolue. Aucun Israélien ne peut entrer dans la Bande, presque aucun Palestinien ne peut en sortir.

LES PLUS célèbres paroles jamais prononcées à Gaza sont les dernières paroles de Samson : "Que je meure avec les Philistins."(Livre des Juges 16,30).

Selon la Bible, Samson se saisit des piliers centraux du temple des Philistins et fit s'écrouler tout l'édifice sur la tête des Seigneurs des Philistins, du peuple de Gaza et sur lui même. Le narrateur résume ainsi l'épisode : "Ainsi le nombre de ceux qu'il entraîna avec lui dans la mort dépassa celui de ceux qu'il avait fait disparaître durant sa vie."

Une histoire de souffrance, de destruction et de mort. Elle est peut-être en train de se répéter aujourd'hui, avec simplement un renversement des rôles : le temple serait détruit par les Palestiniens (dont le nom vient des Philistins), et parmi ses morts se trouveraient les Seigneurs d'Israël.

GAZA VA-t-elle se transformer en Massada palestinienne (le lieu où, un milliers d'années plus tard, les assiégés juifs choisirent de se suicider collectivement plutôt que de tomber aux mains des Romains) ?

Le peuple de Gaza est inquiet. Les combattants du Hamas se préparent au combat. Les chefs de l'armée israélienne s'inquiètent également et se préparent au combat.

Depuis des mois, les responsables politiques et militaires discutent d'une "vaste opération militaire" : envahir massivement la Bande de Gaza pour mettre un terme aux tirs de roquettes sur le territoire d'Israël.

Les chefs militaires, qui habituellement brûlent d'impatience d'aller se battre, ne manifestent aujourd'hui aucun empressement. Absolument pas. Ils voudraient l'éviter à tout prix. Mais ils sont fatalistes. Tout dépend maintenant d'un pur hasard. Si demain une fusée Qassam tombe sur une maison de Sderot et tue une famille entière, il y aura un tel tollé en Israël que le gouvernement pourrait se sentir obligé de donner l'ordre d'attaquer, y compris en dépit du bon sens.

Pour tous les stratèges militaires et politiques, la bande de Gaza est un cauchemar. Elle s'étend sur 40 kilomètres de long et sur 10 kilomètres de large. Sur ces 360 km² de désert aride, à peine le double de la surface de Washington DC, s'amassent un million et demi de personnes, démunies pour la plupart, qui n'ont rien à perdre, et qui sont dirigées par un mouvement religieux activiste. (On se souvient que lors de la guerre de 1948, la communauté juive en Palestine comptait moins de 650.000 personnes.)

Depuis des mois, la direction du Hamas à Gaza a accumulé des armes passées en contrebande dans la bande à travers les nombreux tunnels qui la relient à la frontière de l'Egypte (comme nous introduisons des armes en contrebande à la veille de 1948). Certes, ils ne disposent ni d'artillerie ni de tanks, mais ils possèdent maintenant de puissants engins antichars.

Selon les estimations de nos militaires, une invasion de la bande de Gaza peut coûter la vie de centaines de soldats israéliens et de milliers de combattants et de civils palestiniens. L'armée israélienne déploiera des tanks et des bulldozers blindés et le monde recevra des images terribles – semblables à celles que notre armée essaya de supprimer et qui suscitèrent une protestation universelle à la vue du "massacre de Jénine" (lors de l'opération "Rempart" en 2002)

Nul ne peut présager du déroulement d'une telle opération. Peut-être la résistance palestinienne échouera-t-elle. Dans ce cas, les prévisions de pertes israéliennes s'avèreront inexactes. Mais il se peut également que Gaza se transforme en Massada palestinienne, une sorte de mini Stalingrad. Cette semaine, lors d'une incursion de "routine" de l'armée israélienne, un fusil lance roquettes atteignit un de nos fameux chars Merkava Mark-3 produit

en Israël. Miraculeusement, les quatre membres de l'équipage ne furent pas tués. Mais dans le cas d'une importante bataille sanglante, on ne saurait compter sur ce genre de miracle.

Le cauchemar ne finit pas pour autant. Sans aucun doute l'armée israélienne triomphera de la résistance, quel qu'en soit le coût de part et d'autre, peut-être par la destruction de tout l'environnement et un massacre de masse. Et ensuite ?

Si l'armée se retire rapidement, la situation reviendra au point de départ et les tirs des fusées Qassam reprendront (à supposer qu'ils se soient jamais arrêtés). Ce qui signifierait que l'ensemble de l'opération aurait été inutile. Si l'armée se maintient – quelle autre alternative ? – elle serait contrainte de devenir entièrement responsable de l'administration d'un territoire occupé : pourvoir aux besoins alimentaires, assurer les services sociaux, maintenir la sécurité. Tout cela dans un climat de guérilla active et persistante qui transformera l'existence des occupants et celle des occupés en un véritable enfer.

Pour tout occupant, Gaza fut toujours un problème. A trois reprises, l'armée israélienne a dû se retirer. A chaque fois, ce furent les cris de joie : "Gaza – au revoir et bon débarras !". Quand Israël fit la paix avec les Egyptiens, ceux-ci refusèrent catégoriquement que Gaza leur soit restituée.

Ce n'est pas un effet du hasard si les deux intifadas partirent de Gaza : la première éclata il y a exactement 20 ans après qu'un camion israélien eut percuté deux voitures remplies de travailleurs palestiniens, ce qui fut considéré comme un acte délibéré de représailles. La seconde explosa à la suite d'une visite provocatrice d'Ariel Sharon sur le Mont du Temple lorsque la police israélienne tira et tua de nombreux manifestants musulmans scandalisés.

Ce n'est pas non plus un hasard si le Hamas, qui célèbre aujourd'hui son vingtième anniversaire, est né à Gaza. Il n'est pas étonnant que nos chefs militaires rechignent à reconquérir la bande de Gaza. L'idée de jouer le rôle des Seigneurs des Philistins dans l'histoire du Palestinien Samson ne leur sourit guère.

LE PROBLÈME est que personne ne sait comment dénouer le nœud gordien tramé par Ariel Sharon qui en fut le maître artisan

Sharon décida du "plan de séparation" , l'une des pire folie dans les annales de cet Etat si riche en folies.

Comme on peut s'en souvenir, Sharon démantela les colonies et évacua la bande de Gaza sans dialoguer avec les Palestiniens et sans restaurer l'Autorité palestinienne. Il ne laissa aux habitants de la bande aucune possibilité de mener une vie normale. Il transforma le territoire en une gigantesque prison. Toutes les liaisons avec l'extérieur furent coupées. La marine israélienne bloqua les voies maritimes. La frontière avec l'Egypte fut verrouillée. L'ouverture d'un port fut interdite par la force. L'aéroport resta détruit. Le libre passage entre la bande de Gaza et la Cisjordanie fut hermétiquement fermé. Tous les points de passage restèrent sous un total contrôle israélien, ouverts ou fermés arbitrairement. Des dizaines de milliers de travailleurs de la bande de Gaza, qui avaient des emplois en Israël, furent privés de tout moyen d'existence.

Le chapitre suivant était inévitable : le Hamas prit le contrôle militaire de la bande de Gaza sans que les responsables politiques de Ramallah aient les moyens d'intervenir. Des roquettes Qassams et des obus de mortiers furent lancés de la bande de Gaza sur des villes et des villages israéliens voisins sans que l'armée d'Israël ait les moyens de l'empêcher. L'une des plus puissante armées du monde, avec les armes les plus sophistiquées se montre incapable de faire face aux armes les plus primitives qui soient au monde.

Puis ce fut un cercle vicieux : les Israéliens bloquent les Palestiniens dans la bande de Gaza. Les combattants de Gaza bombardent la ville israélienne de Sdérot. L'armée israélienne riposte en tuant des combattants et des civils palestiniens. Les gens de Gaza tirent des roquettes sur les kibboutz. L'armée lance des incursions et tue jour et nuit des combattants palestiniens. Le Hamas se procure des armes antichars plus efficaces. Aucune fin n'est en vue.

EN ISRAËL, le citoyen ordinaire n'a aucune idée de ce qui se passe dans la bande de Gaza. La séparation est absolue. Aucune Israélien ne peut entrer dans la Bande, presque aucun Palestinien ne peut en sortir.

Ce que pensent la plupart des Israéliens est : nous avons quitté Gaza. Nous y avons démantelé les colonies au risque d'une profonde crise nationale. Or, qu'est-il arrivé ? Les Palestiniens continuent de nous tirer dessus depuis la Bande et transforment la vie à Sdérot en enfer. Nous n'avons plus d'autre choix que de faire de leur vie un enfer afin de les arrêter.

Cette semaine, j'ai pris connaissance d'un rapport d'une des personnes les plus crédibles de Gaza, le docteur Eyad Sarraj, un psychiatre de renom, militant de la paix et des droits de l'homme. Voici certaines de ses paroles parvenues à un cercle étroit de militants de la paix israéliens :

Israël impose un blocus sur toutes les importations dans Gaza, à l'exception, d'une liste réduite à une demi-douzaine de produits de base. Alors que 900 camions assuraient les importations et les exportations, il n'en reste plus que 15. Par exemple, l'entrée de savon est interdite.

Alors que l'eau sur place est non potable, Israël prohibe l'importation de bouteilles d'eau de même que l'importation de pompes à eau. Les pièces détachées sont introuvables. Le prix des filtres à eau est passé de 40 à 250 dollars. Seuls les plus riches peuvent s'en procurer. Cependant le chlore se maintient.

Les importations de ciment sont proscrites. Quand il y a un trou au plafond, il est impossible de le réparer. L'aile réservée aux enfants à l'hôpital demeure silencieuse. En l'absence de pièces détachées, les instruments médicaux qui cessent de fonctionner ne peuvent être réparés, y compris les couveuses pour les bébés ou les appareils pour les dialyses.

Les malades les plus graves ne peuvent accéder à un hôpital, que ce soit en Israël, en Egypte ou en Jordanie. Dans la plupart des cas, les malades sont condamnés à mourir.

Les étudiants ne peuvent rejoindre les universités à l'étranger. Les ressortissants étrangers qui visitent Gaza ne peuvent en repartir s'ils sont titulaires d'une carte d'identité palestinienne. Les Palestiniens qui ont un contrat de travail à l'étranger ne sont pas autorisés à partir. Quelques Palestiniens ont eu la permission de transiter par Israël pour se rendre en Egypte mais ils furent refoulés par les autorités égyptiennes et durent rejoindre Gaza. Presque toutes les entreprises ont été fermées par manque de matières premières, leurs ouvriers jetés à la rue. Par exemple, l'usine Coca-Cola a fermé ses portes. Après 60 ans d'occupation par les Egyptiens puis par les Israéliens, la production de la bande de Gaza est pratiquement nulle à l'exception des oranges, des fraises, des tomates, etc.

Les prix ont atteint des niveaux vertigineux dans la bande de Gaza. Ils ont été multipliés par 5 ou par 10. La vie est devenue plus chère qu'à Tel-Aviv. Le marché noir prospère.

Comment vivre dans de telles conditions ? L'entraide s'organise au sein des familles étendues. Les nantis viennent en aide à leurs parents. L'UNRWA distribue des produits de base aux réfugiés qui constituent la majorité de la population.

Existe-t-il une autre voie que l'invasion massive ? Evidemment oui. Mais cela supposerait de l'imagination, du sang froid et d'être prêts à agir à l'encontre des modèles établis.

Il est possible de parvenir immédiatement à un cessez-le-feu. Selon toutes les informations, le Hamas y serait prêt, à condition qu'il soit général : les deux parties mettraient un terme à toutes les actions militaires, y compris les "assassinats ciblés" ou aux tirs de Qassams ou de mortiers. Les points de contrôle devraient s'ouvrir pour permettre une libre circulation des biens dans les deux sens. Le passage entre la bande de Gaza et la Cisjordanie devrait être ouvert, de même que la frontière entre Gaza et l'Egypte.

L'apaisement de la situation encouragerait les deux gouvernements rivaux, le Fatah en Cisjordanie et le Hamas à Gaza, à renouer le dialogue sous l'égide de l'Egypte et de l'Arabie séoudite afin de combler leur différend et de constituer une direction nationale palestinienne unifiée ayant le pouvoir de signer des accords de paix.

Au lieu des paroles "Que je meurs avec les Philistins", reprenons les mots de Dylan Thomas : "La mort n'imposera pas son empire !".

Uri Avnery

Article publié, en hébreu et en anglais, le 16 décembre sur le site de Gush Shalom –

Traduit de l'anglais "To Die With the Philistines ?" : MV

Source : AFPS

<http://www.france-palestine.org/...>

3-5 Point de vue de Lorient-lejour : L'État hébreu pourrait agir contre les colonies en Cisjordanie la semaine prochaine.

Le vice-Premier ministre israélien Haïm Ramon a déclaré hier que son pays entamera probablement une action contre les colonies en Cisjordanie lors de la visite du président américain George Bush au Proche-Orient la semaine prochaine.

« J'espère et je pense que, dans la période à venir, et par la suite, durant la visite du président américain en Israël, de réelles mesures seront prises pour retirer les avant-postes », a déclaré Haïm Ramon à la radio israélienne. M. Ramon n'a pas précisé quelles seraient les colonies concernées par un éventuel démantèlement. Il a cependant fait allusion aux colonies implantées de l'autre côté du mur érigé par Israël le long de la frontière avec la Cisjordanie. « Ces avant-postes illégaux situés à l'est de la barrière seront certainement » amenés à être démantelés, a-t-il dit.

M. Bush, qui effectuera sa première visite en tant que président américain en Israël et dans les territoires palestiniens durant une tournée dans la région programmée entre le 8 et le 16 janvier, a insisté auprès d'Israël sur un démantèlement des colonies sauvages érigées en Cisjordanie occupée, dans une interview publiée hier par le quotidien israélien Yediot Aharonot. « Cette question sera bien entendu à l'ordre du jour de mes entretiens » avec M. Olmert, a-t-il ajouté. En revanche, il n'a pas exprimé son opposition au maintien des cinq grands blocs d'implantations construits à l'initiative des différents gouvernements israéliens après la conquête de la Cisjordanie en juin 1967, où vit la grande majorité des 270 000 Israéliens installés dans ce territoire.

Interrogé sur cette question, il s'est borné à réaffirmer que les deux parties (Israéliens et Palestiniens) « comprenaient que les réalités sur le terrain influeraient sur le dessin des frontières futures d'un État palestinien ». Parallèlement, le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a dénoncé hier les activités de l'armée israélienne dans les territoires palestiniens, affirmant qu'un tel acte réduisait à néant la réforme des services de sécurité mise en œuvre avec l'appui des puissances occidentales.

De son côté, le Premier ministre d'Israël Ehud Olmert estime que son pays jouit d'un contexte international extraordinairement favorable qui offre une chance d'aboutir à un accord de paix avec les Palestiniens, dans une interview publiée hier. « Par un concours heureux de circonstances, dans lequel on pourrait presque voir la "main de Dieu", il se trouve que Bush est président des États-Unis, que Nicolas Sarkozy est président de la France, Angela Merkel est chancelière d'Allemagne et Gordon Brown, Premier ministre de Grande-Bretagne », déclare M. Olmert au quotidien Jerusalem Post. « Quelle combinaison pourrait être plus favorable à Israël ? » poursuit-il en allusion au fait que tous ces dirigeants sont considérés comme des amis sûrs par Israël.

Dans ce contexte, souligne-t-il, « je pense que s'il est possible de parvenir à un accord (de paix) avant que M.

Bush n'ait achevé son mandat (en janvier 2009), ce serait préférable ». M. Olmert se déclare à 100 % en phase avec le président américain qui « ne fait pas une seule chose pour laquelle je ne serais pas d'accord ».

Il a par ailleurs estimé qu'Israël devrait savoir que ses meilleurs amis voient son avenir dans ses frontières de 1967, sans la Cisjordanie et le plateau syrien du Golan, et ne reconnaissent pas l'annexion de Jérusalem-Est après sa conquête durant la guerre des Six-Jours. « Même le monde sympathisant d'Israël – qui ne comprend pas des extrémistes et des fanatiques –, celui qui soutient vraiment Israël, envisage son avenir dans le cadre de ses frontières de 1967 et parle de division de Jérusalem », dit-il, tout en laissant clairement entendre que son gouvernement ne souscrivait pas à cette position.

Le Premier ministre reconnaît qu'Israël s'est engagé à geler la colonisation en Cisjordanie occupée, en donnant son accord à la feuille de route, le dernier plan international adopté en 2003 et resté lettre morte. Mais, selon lui, un accord de règlement permanent avec les

Palestiniens devra reconnaître que la colonie de « Maalé Adoumim (en Cisjordanie) est une partie intégrante de Jérusalem et de l'État d'Israël ». Dans le même temps, le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a dénoncé hier l'opération militaire lancée par Israël en

Cisjordanie. Des centaines de soldats israéliens sont entrés mercredi dans Naplouse et ont arrêté au moins six Palestiniens lors de fouilles dans les maisons. Les soldats ont essuyé des jets de pierre de la part de jeunes Palestiniens, déclenchant une confrontation dans laquelle une trentaine de personnes ont été blessées selon des sources médicales. «

Ces opérations détruisent nos efforts dans le domaine de la sécurité, qui dernièrement ont porté leurs fruits au point que les Palestiniens ont senti des changements », accuse Fayyad dans un communiqué.

Pour le Premier ministre palestinien, les raids d'Israël à Naplouse et ailleurs ont « un énorme impact négatif sur les efforts en cours, y compris au niveau international, pour ressusciter le processus de paix ».

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=361463>

3-6 Point de vue de Yoav Stern : Une organisation arabe israélienne propose un régime supranational plutôt que deux Etats.

Le centre "Adalah" propose l'établissement d'un seul régime constitutionnel sur toute la Palestine historique, sur le territoire où existent aujourd'hui Israël et l'Autorité Palestinienne. Ce changement dans la position d'Adalah – la plus importante organisation juridique arabe active en Israël – se produit un an après avoir publié le document de la « Constitution démocratique » pour Israël, une proposition de constitution qui reconnaissait les frontières de 67.

Hier, Adalah a annoncé qu'il lançait la rédaction d'une nouvelle proposition de Constitution, qui reconnaisse le droit à l'autodétermination des deux peuples entre le Jourdain et la mer, mais propose d'établir au-dessus d'eux un régime supranational. Des juristes, des universitaires et des intellectuels palestiniens d'Israël, des Territoires occupés et de la diaspora, ainsi que des juristes juifs israéliens, participeront à la rédaction de cette nouvelle Constitution.

Dans ce projet, le brouillon de la nouvelle Constitution promettra aux réfugiés qu'ils pourront donner suite à leur droit au retour et prendra également en considération l'immigration de Juifs dans la région. La préparation de cette Constitution constituera une des composantes de l'activité d'Adalah visant à marquer les 60 ans de la Naqba (la « catastrophe » - création du problème des réfugiés palestiniens en 1948).

Au-delà de la reconnaissance des droits collectifs des deux peuples, Adalah aspire à ce que la nouvelle proposition de Constitution offre un espace public commun dépassant les entités nationales. Elle assurera en outre les droits individuels de tous ceux qui vivent dans la région, conformément au droit international, où qu'ils habitent. D'après la publication mensuelle de l'organisation, parue hier, le modèle de cette nouvelle proposition de Constitution sera la Convention européenne des droits de l'homme. Aux termes de cette Convention, la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg peut intervenir dans les décisions des différents parlements, en Europe, et assure les droits de l'homme partout dans l'Union Européenne.

Chez Adalah, on repousse l'objection selon laquelle l'organisation fixerait ainsi une nouvelle position ne reconnaissant pas les frontières d'Israël. « Peu importe le nombre d'Etats qu'il y aura dans la région. Il pourra y avoir un Etat, deux Etats ou un régime fédéral. Ce qui importe, c'est que dans la Palestine historique, les droits de l'homme se voient garantis pour chacun », a déclaré, hier, le directeur de l'organisation, l'avocat Hassan Jabareen.

La « Constitution démocratique » d'Adalah, publiée il y a un an, proposait d'abolir la Loi du Retour et de fixer qu'Israël absorbera toute personne qui viendrait pour des raisons humanitaires. Selon ce même document, Israël devrait être défini comme « bilingue et multiculturel » et ses symboles décidés par les Juifs et les Arabes ensemble. Cependant, ce document reconnaissait Israël dans les frontières de 1967. Ces frontières étaient également reconnues dans les trois autres documents publiés l'année dernière par des groupes arabes en Israël – « Une Constitution égale pour tous ? », du Centre Mossawa ; la « Vision future » du Comité des chefs des autorités locales arabes ; et aussi la « Convention de Haïfa » menée par le Centre Mada Al-Carmel.

Mais on explique, chez Adalah, que la création d'un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël dans les frontières de 67 ne répondra pas entièrement aux exigences de la population arabe en Israël, et plus généralement du peuple palestinien. On craint, au sein de l'organisation, que l'Etat d'Israël ne continue de limiter le lien entre les Arabes d'Israël, d'une part, et l'Etat palestinien et le reste du monde arabe, d'autre part.

L'organisation Adalah ?

« Adalah, le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël », a été créé il y a plus de dix ans. Ce n'est pas une organisation politique, mais beaucoup de ses membres se sont identifiés, dans le passé, avec le parti Balad.

Il y a un an, l'organisation a publié la « Constitution démocratique », esquisse d'une constitution pour Israël abolissant son caractère juif mais reconnaissant les frontières de 67.

Yoav Stern

Haaretz, 20 décembre 2007

www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArtPE.jhtml?itemNo=936648

Version anglaise : **Adalah center says it may seek supranational regime in 'all historic Palestine'**

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

www.haaretz.com/hasen/spages/936490.html

3-7 Point de vue de Miko Peled : Bil'in et la prochaine Intifada.

Bien qu'il soit aujourd'hui courant de parler des 40 ans d'occupation, la vérité est que dès le début de son existence, l'Etat d'Israël s'est fait Etat d'occupation et d'apartheid, et que le système d'occupation est là, dans toute sa laideur, depuis le jour de la création d'Israël. D'emblée Israël a nié que le peuple palestinien fût un peuple, et avec l'aide d'un monstrueux appareil sécuritaire, Israël a tenté d'anéantir le peuple palestinien et de rayer la Palestine de la carte.

Après 60 ans d'occupation, d'oppression et de mesures policières, il n'est toujours pas possible de libérer Israël de la poigne étouffante de l'appareil sécuritaire.

On peut raisonnablement supposer que ce système de l'occupation ou de la « sécurité » qui suce le sang d'Israël et de la Palestine depuis maintenant 60 ans, ne dédaignera aucun des moyens dont il dispose pour combattre tous ceux qui oseraient menacer sa position inébranlable.

Les deux aspects que cet appareil doit conserver pour survivre, sont le caractère raciste d'Israël et l'occupation grâce à laquelle, comme un vampire, il aspire le sang et l'âme des deux peuples.

La réaction violente et disproportionnée des forces de « sécurité » à l'égard du combat contre le mur de séparation à Bil'in, un combat caractérisé par la coopération et la non-violence, démontre qu'elles ont peur d'une résistance sans violence, et qu'elles y voient une vraie menace pour la poursuite de leur contrôle absolu sur les territoires de la Palestine.

Tout cet appareil de mise en œuvre de l'occupation - depuis les mouchards et les informateurs, jusqu'aux garde-frontière et à l'armée, en passant par les collabos et le Shabak [services israéliens de la Sécurité générale - NdT] - tout cet appareil est nourri de violence.

La violence est l'oxygène qui donne vie à cet appareil inhumain et c'est pourquoi la menace d'une lutte sans violence lui fait peur.

Alors qu'une résistance ayant un caractère violent le renforce et l'établit solidement, la lutte non-violente est en mesure de couper cet appareil de sa source d'oxygène et de le subjuguier une fois pour toutes.

Bil'in brandit le drapeau de la lutte non-violente contre l'occupation et il convient de rappeler l'attachement ferme et tenace des gens de Bil'in au principe de la non-violence.

Beaucoup de Palestiniens déclarent, avec raison, que les clés de la paix sont entre les mains d'Israël.

Cependant les réalités du terrain montrent qu'Israël n'est pas tourné vers la paix et qu'une autre Intifada est inévitable. Par exemple, pendant que des milliers de prisonniers palestiniens pourrissent dans les prisons israéliennes, les forces de « sécurité » d'Israël, sans être sanctionnées, tuent des Palestiniens innocents, de sans froid et sans distinction. En outre, le vol des terres et la construction du mur de séparation se poursuivent avec entrain tandis que de plus en plus de Palestiniens se retrouvent sans terre ni maison. Il faut espérer que si et quand commencera la prochaine Intifada, les Israéliens attachés à la paix la soutiendront afin qu'elle se fasse sur le modèle de la lutte à Bil'in - celui d'une lutte non-violente menée en commun.

Les buts de la lutte commune doivent être clairs et inclure l'élimination de la discrimination visant les Palestiniens dans tout l'espace d'Israël-Palestine.

Ce serait une grave illusion de croire qu'il est possible de mettre fin au conflit israélo-palestinien à l'aide de changements cosmétiques dans le style des accords d'Oslo. Le temps de la cosmétique est passé, tout comme le temps de deux Etats, et seule une entière égalité de droits pour les deux peuples dans leur patrie commune aurait le pouvoir de mettre un terme au conflit.

Certains sceptiques diront qu'il faut être naïf pour tenir pareils propos et d'autres que cette ambition ne se réalisera jamais, mais la réussite de toute lutte est déterminée par la clarté de ses objectifs et l'inflexibilité de ses dirigeants et pas par le défaitisme des sceptiques.

« Occupation » est le nom donné à un régime d'apartheid imposé par Israël dans tout l'espace de la Palestine et ce nom crée l'impression qu'il s'agit d'une situation temporaire. Mais ce régime qui opprime le peuple en Palestine et anéantit le peuple en Israël se maintient depuis maintenant 60 ans. La fin du régime d'occupation constitue un intérêt vital commun aux Palestiniens et aux Israéliens tout à la fois : elle débarrassera une fois pour toutes les Israéliens du joug destructeur qu'est le contrôle policier établi sur un peuple qui lutte pour ses droits et elle débarrassera le peuple palestinien du joug d'une vie de prisonnier sur sa propre terre. Le plus grand obstacle sur la voie menant à la fin de l'occupation et à la fin du conflit, c'est cet appareil appelé « appareil sécuritaire » d'Israël. C'est un ensemble puissant, alimenté comme on l'a dit par l'occupation et qui, comme un cancer incurable, n'est pas près de lâcher prise.

Le discours sioniste affirme qu'il est possible de créer un Etat palestinien à condition que ce soit à côté d'un Etat à majorité juive couvrant la plus grande partie des territoires d'Israël-Palestine.

Mais lorsque les gouvernements israéliens parlent d'un Etat palestinien, ils songent à des enclaves sur le modèle de Gaza et non pas à un Etat palestinien indépendant. Non seulement la création de ghettos pour emprisonner tout un peuple ne résoudra pas le conflit mais elle conduira à une catastrophe comme nous l'avons déjà vu à Gaza.

Et si l'on évoque Gaza, il convient de rappeler aussi qu'à côté des violentes luttes de pouvoir sur lesquelles les médias se sont appesantis, vivent à Gaza 1,4 million de personnes dont environ la moitié a moins de 18 ans.

En d'autres termes, près de 800.000 enfants vivent à Gaza sans protection face aux assauts des expéditions dévastatrices d'Israël. Si on arrêta un moment la violence, il serait peut-être possible de penser aux moyens de protéger ces enfants et peut-être même leur permettre d'espérer un meilleur avenir. Mais tant qu'Israël emprisonne des gens sur leur terre, sans possibilité de mener une vie normale, les enfants de Gaza n'ont aucune raison d'espérer un avenir meilleur, et il se peut fort bien qu'une autre Intifada, à condition qu'elle soit non violente, constitue pour eux une issue.

Dans un excellent article publié récemment aux Etats-Unis, le [Dr Mona al-Farra](#) écrit depuis Gaza que ce n'est peut-être pas le bon moment pour parler d'un Etat unique pour les deux peuples mais que la situation actuelle à Gaza montre indubitablement que le système des bantoustans isolés mène à un échec écrasant. La question qui se pose est celle-ci : pourquoi est-il permis de parler d'égalité des droits partout dans le monde sauf en Israël et Palestine ? Dans les circonstances actuelles, il faut un courage surhumain pour soulever la question que pose le Dr al-Farra - le temps n'est-il pas venu de se dresser face au système qui alimente la violence et d'entamer un processus qui mène à sa fin ?

La réponse à cette question est bien évidemment oui. Il faut lancer une lutte commune, résolue et non violente, une lutte qui sera dure et douloureuse, une lutte qui paralyse l'occupation et contraigne Israël à y mettre fin.

Il faut, une fois pour toute, libérer les deux peuples du joug du système maléfique qui les asservit depuis 60 ans déjà et qui leur impose le joug de l'occupation et de la guerre. Israéliens et Palestiniens doivent suivre ensemble la voie de Bil'in et agir ensemble pour mettre fin au conflit et à la violence.

[Miko Peled - Kibush](#)

mardi 21 août 2007

Miko Peled

?? *L'auteur, Miko Peled, est un militant israélien de la paix qui vit aux Etats-Unis. Il est le fils de Matti Peled, le frère de Nourit Peled-Elhanan, et l'oncle de Smadar Elhanan. Miko Peled et Nader al-Banna, un Palestinien vivant aujourd'hui en Californie, sont à la tête d'une association à la mémoire de Smadar Elhanan et Abir Aramin.*

?? *Ensemble, ils ont organisé une opération visant à faire venir un millier de fauteuils roulants pour des enfants en Israël et dans l'Autorité Palestinienne, cinq cents de chaque côté.*

Traduit de l'hébreu par Michel Ghys

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Nadia Ben Dhifallah : Naplouse le 06/01/2008 - Fin du siège.

L'armée s'est retirée hier soir non sans laisser de traces. Impact physique pour la ville et certains de ses habitants, impact psychologique pour les habitants, impact économique pour cette ville qui s'est vu complètement fermée 3 jours durant...Mais avant de partir cette armée d'occupation s'est bien fait entendre et a laissé sa signature, bombardement à outrance et lâche de gaz lacrymogène à tel point que, l'heure d'après, l'air que nous respirions était encore chargé de gaz. Un gaz tellement puissant qu'on avait l'impression que la peau du visage se détachait.

Dans la vieille ville, plusieurs maisons ont été bombardées, comme celle de Soraya. Ils étaient 3 familles soient 15 personnes dans une chambre avec juste le droit de temps en temps d'aller aux toilettes et une fois de se préparer à manger. Leur colocation avec les soldats se résumait à des insultes et maltraitances durant plus de 24 heures. En guise de remerciement, les soldats, après avoir évacué les familles, ont bombardé la maison.

L'excuse? 2 des enfants de Soraya sont recherchés...Soraya se demande encore pourquoi ses 2 fils sont recherchés. Elle m'explique que cela ne fait que 3 ans que Soraya et sa famille vit à Naplouse, auparavant ils habitaient au Venezuela.

Le mari de Soraya s'est fait insulter devant ses enfants durant tout le temps où les soldats occupaient leur maison et à un moment le chef des soldats voulaient lui fracasser la tête avec son casque.

Ahmed, le jeune homme de 32 ans qui a été blessé à la tête et au cou, est décédé... il était père de 2 enfants, un âge de 4 ans et l'autre de 3 mois. Une erreur dit l'armée...cette erreur aurait pu avoir lieu dans un autre pays? Et le monde serait-il resté silencieux? Est-ce aussi une erreur pour Ahmed et sa famille et pour tous les Ahmed précédents et futurs? L'armée pensera-t-elle à leur mettre sur leur tombe une plaque sur laquelle elle inscrira

"mort par notre faute mais par erreur"?

Après le départ des soldats, c'est une ville dévastée que ses habitants ont retrouvée. Rapidement la ville a envoyé ses pelleteuses et balayeurs comme pour effacer ce mauvais cauchemar, comme pour passer à autre chose, comme pour oublier...oublier, c'est certainement pas ce peuple oublié qui oubliera.

Ce n'est certainement pas moi qui oublierais...

Aujourd'hui la vie reprend ou continue, mais on ne cesse de penser à ceux qui furent arrêtés, les blessés, les morts, les gens se retrouvant sans maison...et surtout à quand le prochain siège?

Nadia

4-2 Jean-Marie Dermagne : L'affaire des T-shirts 'terroristes'.

Emblématique, cette affaire des « tee-shirts terroristes » qui vient de connaître son épilogue devant la justice de Copenhague après avoir défrayé la chronique durant plus de trois mois ! Un marchand de saucisses de 56 ans, un enseignant, un fonctionnaire, un vendeur de photocopies, un passionné d'informatique et deux étudiants ont été accusés d'avoir voulu financer le terrorisme. Diable !

Membres de l'association « Fighters + Lovers », les sept Danois avaient eu l'idée de promouvoir, via Internet, l'achat de tee-shirts garnis des logos du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) ou des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Lorsque chacun d'eux a vu, un beau matin, débarquer à son domicile les Rambos de la lutte antiterroriste, ils avaient déjà vendu 600 tee-shirts à la déco révolutionnaire. Mais les mouvements palestinien ou colombien n'avaient pas encore pu recevoir quoi que ce soit. Et l'argent récolté de même que le stock restant de tee-shirts furent saisis sur le champ, comme produits du crime ou comme pièces à conviction. Traînés devant un tribunal, ils ont expliqué que, sur le prix de vente de chaque pièce décorée, 5 euros étaient destinés à financer l'achat de matériel logistique (comme des émetteurs pour des stations de radio). Résultat des courses : le parquet danois a requis leur condamnation pour « financement d'activités terroristes ». Le procès fut palpitant : le tribunal entendit des experts et des témoins, cités par l'accusation et par la défense, sur la question de savoir si le FPLP et les FARC étaient des mouvements terroristes ou, au contraire, des organisations de résistance légitime à l'occupation israélienne ou au régime qualifié par beaucoup de dictatorial en place à Bogota. Les juges danois furent ainsi obligés, vu la volonté du parquet de criminaliser la vente des tee-shirts « diaboliques », de se pencher sur des questions de géopolitique on ne peut plus brûlantes, comme la légalité de l'occupation des territoires palestiniens par Israël ou le caractère démocratique du gouvernement colombien !

Au même moment, se déroulait à Anvers (Belgique) le nouveau procès des militants ou sympathisants belges (ou résidents) du DHKP-C turc.

Sans qu'on ne leur reproche une quelconque action violente où que ce soit, une poignée de militants de gauche - dont les figures de proue sont Ferhye Erdal et Bahar Kimyongür - ont été détenus préventivement, puis condamnés chacun à plusieurs années de prison par le tribunal correctionnel de Bruges, d'abord, puis par la Cour d'appel de Gand, pour soutien à une organisation terroriste. La condamnation a été annulée par la Cour de cassation, d'où un nouveau procès à Anvers avec un arrêt annoncé pour le 20 décembre puis reporté au 19 janvier. Bahar Kimyongür risque gros car le parquet fédéral en fait une espèce de tête pensante du DHKP-C. Son crime ? Avoir traduit dans nos langues encore nationales des communiqués du parti turc d'extrême gauche dont il se déclare sympathisant et que l'Etat turc veut anéantir sans que ses membres ne puissent trouver asile nulle part.

Traduction de textes appelant à la résistance ou à la lutte armée, d'un côté.

Vente de tee-shirts aux logos révolutionnaires, de l'autre.

Le parallélisme est aisé autant qu'inquiétant. Depuis que Che Guevara est au Panthéon de tous les adolescents du monde, qui n'a pas vendu, distribué ou acheté des vêtements ou des objets à l'effigie du bouillant révolutionnaire argentin abattu par la C.I.A. américaine ? Imaginez qu'il soit encore vivant, Ernesto Guevara, qui n'avait pas une stratégie différente des FARC, du FPLP, ou du DHKP-C, serait nécessairement considéré comme terroriste par les nouveaux Mc Carthy qui, aux U.S.A. et chez tous leurs satellites, font la chasse aux sorcières vertes, noires et rouges...

Résultat : tous les boutonneux rêvant de prendre le maquis aux côtés du Che pour combattre un monde injuste tomberaient dans les casseroles.

Jean-Marie Dermagne

Avocat, Bâtonnier du Barreau de Dinant

4-3 Dorothy Naor : Des étudiantes réduites au silence et brutalisées.

alors qu'elles protestaient à l'occasion d'une conférence de politique internationale, à l'Université Hébraïque de Jérusalem

Ce soir (18/12/07), à l'Université Hébraïque, s'est tenue une conférence publique intitulée « La démocratie peut-elle venir à bout de la terreur ? »

La démocratie combat la terreur avec une main liée derrière le dos. Quand, pourquoi et comment cette main doit-elle être déliée ? » Avec la participation de l'ancien président de la Cour suprême, le professeur Aharon Barak, le président de l'Université Hébraïque, le professeur Menachem Megidor, et Efraim Halevi, ancien chef du Mossad et directeur du Centre d'Etudes Stratégiques.

Un tract (*) distribué dans le public déclarait : « Les mains de la démocratie sont "liées" par le droit humanitaire international. Les délier revient à légitimer des violations des droits humains fondamentaux sous forme de tortures, de châtements collectifs et de crimes de guerre. »

Et plus loin : « Présenter le droit humanitaire international comme des restrictions à l'efficacité militaire nous met tous en danger ».

Nous protestons contre le fait que l'Université accorde une tribune à la légitimation de violations graves aux droits de l'homme et une protection académique à la torture et à la punition collective. Alors qu'Aharon Barak parlait de « l'équilibre » entre « sécurité » et « droit humanitaire international » en Israël, y compris dans les jugements qu'il a pu rendre à propos du Mur de séparation et de la séparation des familles, nous avons trouvé qu'il était de notre devoir de protester contre le piétinement brutal et quotidien des droits de l'homme et de la sécurité, souvent appuyé par les jugements d'Aharon Barak.

- Nous insistons sur notre droit à protester contre des conférences antidémocratiques tenues dans une université publique, financée par les budgets de l'éducation. Il n'est pas possible que des conférences discutant de la démocratie réunissent exclusivement des hommes appartenant à l'élite dominante, en ne laissant aucune place à des gens dont les droits sont violés dans la réalité.

- Nous protestons contre la violence verbale et physique exercée contre nous alors qu'on nous faisait sortir avec une force exagérée et sans en avoir l'autorité, hors de la salle de conférence, contre le refus des agents de sécurité de s'identifier et contre le fait qu'ils nous ont retenues illégalement, alors que nous demandions à quitter le campus.

- Nous sommes consternées par la violence du public qui, avant même les brutalités des agents de la sécurité, réclamait le recours à la force pour se débarrasser de nous. Alors que des femmes étaient emmenées de force et traînées par terre, la majorité du public applaudissait.

- Nous demandons que le président de l'Université Hébraïque, le professeur Menachem Megidor, et l'ancien président de la Cour suprême, le professeur Aharon Barak, s'expliquent, dans la mesure où, en leur présence, de la violence verbale et physique a visé des femmes qui exprimaient leur protestation d'une manière démocratique. Et ils ont continué de parler de démocratie.

Contrairement à certains flash d'informations qui ont circulé, nous n'avons pas « quitté la salle sans heurts » : on nous a violemment entraînées, sous la clameur des applaudissements de la foule en colère. Cette conduite reflète parfaitement la raison de notre protestation : le faux « équilibre » entre sécurité et droits de l'homme est en réalité un piétinement systématique et délibéré de droits humains élémentaires, depuis la liberté d'expression jusqu'au droit à la vie.

Aujourd'hui, 5 étudiantes risquent le comité de discipline et des sanctions de l'Université.

Relayé par Dorothy Naor

Mardi 18 décembre 2007

Texte du tract

La démocratie peut-elle venir à bout de la terreur ?

La démocratie combat la terreur avec une main liée derrière le dos. Quand, pourquoi et comment cette main doit-elle être déliée ?

Qu'est-ce qui lie cette main ?

Les mains de la démocratie sont "liées" par le droit humanitaire international. Les délier revient à légitimer des violations des droits humains fondamentaux sous forme de tortures, de châtements collectifs et de crimes de guerre.

Comment suspendre la démocratie permet-il de vaincre la terreur ?

Si la terreur est définie comme le recours à une violence indiscriminée ne montrant aucun égard pour la vie humaine, alors elle ne peut être « vaincue » en manquant brutalement à l'engagement de la démocratie à l'égard du droit international. La terreur ne peut être combattue par la terreur. Qui plus est, en qualifiant de terroriste une personne ou un mouvement, le gouvernement acquiert un pouvoir illimité pour écraser toute opposition, en sapant ostensiblement la visée centrale d'une société démocratique.

Qui définit la terreur ?

Depuis plus de quarante ans, 3,5 millions de personnes vivent sous l'autorité militaire et civile d'Israël, sans aucune représentation au sein de son gouvernement ni la garantie de leurs droits humains fondamentaux. Elles ne disposent d'aucun moyen d'amener un changement de l'intérieur du système politique d'Israël afin de protéger leur propre sécurité. Toute tentative pour résister de l'extérieur du système politique d'Israël se voit automatiquement étiquetée de terrorisme.

On ne peut pas discuter de la démocratie en excluant ouvertement les femmes, les Arabes et toute personne qui n'est pas blanche, riche et membre de l'élite politique et militaire. C'est là un programme étroit, menaçant l'hétérogénéité même que la démocratie est censée protéger et mettant donc en danger chacun d'entre nous.

Présenter le droit humanitaire international comme des restrictions à l'efficacité militaire nous met tous en danger. En recourant à des moyens non démocratiques tels que la torture, le châtement collectif, la détention administrative, les restrictions à la liberté de mouvement et à l'accès aux soins de santé, la confiscation de terres, l'accaparement des ressources en eau, les coupures d'électricité, le blocus, les démolitions de maisons, vous ne triomphez pas de la terreur : vous devenez la terreur.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 René Naba : Face à son destin, George Bush au Moyen-orient en janvier 2008.

Face à son destin, George Bush retourne le 8 janvier au Moyen-orient pour négocier sa place dans l'Histoire, en tentant d'impulser une nouvelle dynamique de Paix israélo-palestinienne, alors que le compte à rebours de son départ du pouvoir a commencé avec les primaires électorales de l'Iowa le 3 janvier dernier.

Sur le terrain de ses forfaits où il n'était plus revenu depuis le lancement de la feuille de route, il y a cinq ans, le Président américain va prendre la mesure de ses échecs et des ses désillusions.

Conjurer le sort, en somme, pour que ce gâchis ne le catapulte dans l'Histoire comme le pire président des Etats-Unis.

Cinq ans après le lancement de la feuille de route, dans la foulée de l'invasion américaine de l'Afghanistan, en 2001 et des préparatifs visant à l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, le «Grand Moyen-orient», le projet phare de l'administration néo-conservatrice, est un champ de ruines:

-L'Irak s'est mu en cimetière de la puissance américaine et l'Iran, par effet d'aubaine, en puissance régionale de fait, devenant du coup le «Nouveau Ennemi Public Numéro Un» de la diplomatie américaine susceptible donc d'une offensive militaire.

-Son suppléant Kurde, la cible de l'aviation de son meilleur allié musulman, la Turquie,

-Le Liban, le point de fixation traumatologique du mythe de l'invincibilité militaire israélienne, le lieu de carbonisation du fer de lance de l'axe saoudo-américain, l'ancien premier ministre sunnite Rafic Hariri,

-L'Etat palestinien, la pilule dorée magique de la diplomatie occidentale, réduit à sa portion congrue cisjordanienne,

-Gaza, promu en Hamasland.

-Alors que ses partenaires de la zone, Noury Al-Malki (Irak), Mahmoud Abbas (Palestine), Fouad Siniora (Liban) et Ehud Olmert (Israël) sont maintenus sous perfusion permanente et les autocrates arabes, le Roi Abdallah d'Arabie saoudite, le président égyptien Hosni Moubarak, le colonel Mouammar Kadhafi de Libye, le président tunisien Zineddine Ben Ali, notamment confortés dans leurs postes.

L'autre volet de la politique américaine, à l'autre extrémité de l'arc de crise, en Afghanistan, «la Guerre contre le terrorisme» bat aussi de l'aile avec la persistance de la guérilla taliban, contre le Président Hamid Karzaï ironiquement dénommé «Le Maire de Kaboul», dans une illustration caricaturale de sa zone de compétence et surtout l'assassinat de Benazir Bhutto, le plus cinglant désaveu de la politique américaine à l'égard de l'Islam asiatique depuis les attentats anti-américains du 11 septembre 2001.

Au terme d'un arrangement conclu entre le président pakistanais Pervez Mucharraf et les Etats-Unis, Benazir Bhutto, héritière de la plus puissante dynastie politique pakistanaise, devait servir de caution démocratique à une junte militaire, tortionnaire de son père Zulficar Ali Bhutto, mort par pendaison.

L'assassinat de l'enfant chérie des Américains six semaines après son retour d'exil à Rawalpindi même, siège de l'Etat-Major pakistanais et des services de renseignement, dont la redoutable ISI (Inter Services Intelligence), qui fut, de surcroît, l'ancienne capitale du Pakistan à l'époque où Zulficar Ali Bhutto exerçait ses responsabilités de chef du gouvernement, a conféré un retentissement supplémentaire à ce désastre majeur de la diplomatie américaine d'une ampleur comparable à l'assassinat de l'ancien président égyptien Anwar el Sadate (1981), voire du chef afghan le commandant Massoud Shah, quelques jours avant les attentats de septembre 2001, ou même du Président éphémère du Liban Bachir Gemayel (1982) dans la foulée du siège de Beyrouth par l'armée israélienne ou de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri (2005).

En Israël et en Palestine, au-delà de ses interlocuteurs désignés, Ehud Olmert et Mahmoud Abbas, et à contre-courant de ses alliés électoraux, les conseillers de l'ombre, notamment le vice-président Dick Cheney et la cohorte du christianisme sioniste, George Bush va s'employer à purger ses fantômes, l'expression synecdoquetique de l'impasse américaine: Ariel Sharon et Yasser Arafat, l'ancien premier ministre israélien, son partenaire activiste dans la politique de force unilatéraliste, qu'un coma biologique a propulsé symboliquement dans un coma politique, et, le chef du Mouvement National Palestinien qu'un confinement hideux a magnifié dans la mort.

Ariel Sharon, point de déroutement de la politique israélienne qu'aucun dirigeant occidental n'a plus jamais mentionné publiquement dans son discours officiel deux ans après le début de son coma et Yasser Arafat, point de recueillement de la mémoire palestinienne,

Dans un geste qui apparaît comme un brutal sursaut d'un sommeil dogmatique, George Bush a relancé le 27 Novembre 2007 les pourparlers de paix à Annapolis (Maryland), au siège de l'Académie navale américaine, incitant ses amis --les généreux donateurs arabes déconsidérés et ses alliés occidentaux déconfis dans la mésaventure irakienne--, à débloquer 7,5 milliards de dollars (sept milliards et cinq cents millions de dollars) à la Palestine, Cette somme excède de deux milliards de dollars la requête initiale palestinienne.

Mais cette générosité inhabituelle, jamais vu dans les annales diplomatiques internationales s'agissant d'une demande arabe, est destinée en priorité à maintenir à flot une autorité palestinienne exsangue ayant donc vocation à souscrire au nouvel arrangement américain en préparation, mais en en butte à une sérieuse concurrence de son rival idéologique le Hamas, qu'il importe pour les Occidentaux et leurs alliés régionaux, de vaincre non par les armes, mais par une apparence d'abondance, la forme sournoise de la prévarication par l'assistanat.

Nul n'a été dupe. Nul n'est dupe de cet élan de générosité dont le principal bénéficiaire en sera Israël, la puissance occupante, dont le quadrillage militaire contrôle l'espace aérien, terrestre et maritime du Bantoustan palestinien, de même que son espace douanier et marchand, le déplacement de sa population et de ses responsables politiques, sa main d'oeuvre, ses exportations, son ravitaillement hydroélectrique et alimentaire, en somme tout l'espace vital de la Palestine (1) avec la complicité des Occidentaux et la passivité des régimes arabes alliés de l'Amérique.

Une semaine après la conférence des pays donateurs de Paris, le gouvernement israélien a ordonné, le 24 Décembre, la veille de la fête de Noël, la construction de 750 logements complémentaires dans les territoires palestiniens occupés. Une mesure manifestement illégale qui grignote de surcroît un peu plus le futur Etat croupion palestinien que les Occidentaux veulent édifier en guise de solde de tout compte sur une superficie représentant 20 pour cent de la totalité du territoire de l'ancienne Palestine du Mandat britannique. Quatre cent cinquante barrages (450) et cent trente cinq colonies sauvages (135) ont été illégalement développées dans les territoires palestiniens par les autorités d'occupation israélienne, gangrenant l'espace vital palestinien, étrouplant son économie, asphyxiant sa population et rompant sa continuité territoriale, sans compter le nouveau « Mur de Brandebourg » construit autour de Jérusalem, déclaré lui aussi illégal par la Cour de Justice Internationale.

Mais nul au sein de la communauté des pays occidentaux ne s'est hasardé, --ou n'a osé--, sinon à condamner à tout le moins à commenter cette mesure qui signe manifestement l'arrêt de mort de la conférence d'Annapolis. Nul, pas plus George Bush, que Nicolas Sarkozy, le successeur de Tony Blair dans sa fonction de compagnon d'infortune du président américain, le nouveau petit génie de la diplomatie internationale, vacancier de luxe en croisière sur le Nil, trop bercé par les susurrements de sa nouvelle Dame de cœur pour dénoncer cette atteinte manifeste au Droit International, contraire au processus de Paix et à l'Esprit d'Annapolis (2).

René Naba

Paris le, 4 janvier 2008

1- cf à ce propos les deux plus récents ouvrages sur la question :

-«Israël confronté à son passé» de Sébastien Boussois, Editions de l'Harmattan-Décembre 2007.

-«Comment Israël expulsa les Palestiniens (1947-1949), les révélations des Nouveaux Historiens», Les Editions de l'Atelier-Novembre 2007- de Dominique Vidal, Historien et Journaliste du Monde diplomatique, et Sébastien Boussois, politologue, Directeur de la collection «Reportages» aux Editions du Cygne.

2- Rendons justice à M. Nicolas Sarkozy: le président français a mentionné la question générale des colonies sauvages israéliennes, d'une manière incidente, au cours d'une conférence de presse qui a suivi la fin de son somptueux séjour privé en Egypte, le 30 décembre 2007, une semaine après la décision israélienne.

En réponse à une question d'un journaliste qui mettait en question la fiabilité de la diplomatie française dans les pays arabes du fait de sa partialité pro-israélienne, Nicolas Sarkozy a commencé par prononcer les premiers termes du mot «colonie» avant de se rétracter pour mentionner les « implantations, comme un obstacle à la paix ». La nuance est révélatrice: une colonie renvoie au colonialisme et au fait qu'Israël est une «puissance occupante» ce qu'il est effectivement au regard du Droit International, mais que ne se résout pas à admettre M. Sarkozy, alors qu'une implantation suggère plutôt une opération de chirurgie esthétique, à l'exemple d'une implantation mammaire, comme pour atténuer la caractère hideux de la colonisation rampante du secteur arabe de Jérusalem et de la Cisjordanie, une opération qui s'apparente par son ampleur à de la spoliation.

Comprendre

5-2 Julie Lerat. : Comment Israël expulsa les Palestiniens (1947-1949)

[Extrait]

Il y a soixante ans, presque jour pour jour, l'Assemblée générale des Nations unies décidait, à la majorité requise des deux tiers, de partager la Palestine en un État juif et un État arabe, plus une zone sous « régime international particulier » pour Jérusalem et les Lieux saints.

Un an et demi plus tard, c'est à un tout autre partage qu'a abouti la guerre de 1948 : Israël a vu le jour et augmenté d'un tiers son territoire, annexant une partie de l'État palestinien, mort né, dont le reste est passé aux mains de la Jordanie et de l'Égypte.

Et surtout plusieurs centaines de milliers de Palestiniens, qui vivaient sur les territoires finalement occupés par Israël, ont dû quitter leurs foyers.

C'est sur ce dernier point que, depuis soixante ans, une intense bataille de propagande oppose deux versions des événements :

Pour les historiens palestiniens et arabes, il s'agit d'une expulsion.

La majorité de ces 700 000 à 900 000 réfugiés ont été contraints au départ, au cours des affrontements judéo-palestiniens, puis de la guerre israélo-arabe, dans le cadre d'un plan politico-militaire jalonné de nombreux massacres.

C'est notamment la thèse défendue, dès 1961, par Walid Khalidi, dans son essai « Plan Dalet : Master Plan for the Conquest of Palestine », et, plus récemment, par Elias Sanbar dans Palestine 1948. L'Expulsion.

Selon l'historiographie israélienne traditionnelle, au contraire, les réfugiés - 500 000 au maximum - seraient partis volontairement, répondant aux appels des dirigeants arabes qui leur auraient promis un retour rapide après la victoire.

Non seulement les responsables juifs n'auraient pas planifié d'éviction, mais les rares massacres à déplorer - en premier lieu celui de Deir Yassine, le 9 avril 1948 - auraient été le fait des troupes extrémistes affiliées à l'Irgoun de Menahem Begin et au Lehi d'Itzhak Shamir.

Dès les années 1950, quelques personnalités israéliennes, liées notamment au Parti communiste, contestaient cette thèse.

Depuis la seconde moitié des années 80, elles ont été rejointes dans leur critique par un certain nombre de journalistes et de chercheurs : Simha Flapan, Tom Segev, Avi Schlaïm, Ilan Pappé et Benny Morris - c'est ce dernier, avec *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, qui a donné le signal du scandale et inventé l'expression « nouveaux historiens ». Au point de s'attirer les remontrances plus ou moins acerbes d'historiens plus ou moins orthodoxes qui s'efforcent de faire barrage à cette « révision » de l'histoire d'Israël.

Dominique Vidal - Ashkelon, 4 décembre 2007

La marche du monde (RFI), en reportage en Israël et dans les territoires palestiniens, à la recherche des témoins de celles et ceux qui ont vécu la partition de la Palestine le 29 Novembre 1947.

Des anciens qui ont des souvenirs d'avant la guerre, et qui nous apprennent comment et pourquoi leur vie a changé.

Pourquoi tant de palestiniens ont-ils fui ?

Que s'est-il passé dans les mois qui précèdent la création de l'état juif en Mai 48 ?

Autant de questions auxquelles ceux que l'on appelle les nouveaux historiens israéliens tentent de répondre, relayés en France par le journaliste et néanmoins historien Dominique Vidal, auteur de *Comment Israël expulsa les palestiniens ?*, aux éditions de l'Atelier.

[Le reportage est signé Julie Lerat.](#)

Article et reportage sur :

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4349

5-3 Jeremiah Haber : De la méthadone pour le peuple ?

Le « Guide rabbinique pour 40 ans d'occupation » du Brit Tzedek v'Shalom

Sam Bahour * a fait circuler la brochure de Brit Tzedek v'Shalom, curieusement intitulée « *Rabbinic Guide to 40 years of Occupation* » (ils voulaient dire : « Un Guide à destination des Rabbins »).

La brochure est « destinée à encourager des centaines de rabbins, à travers les Etats-Unis, à profiter du 40^e anniversaire de la guerre des Six Jours pour amener leurs congrégations à réfléchir aux implications de l'occupation israélienne ».

J'ai parcouru le *Guide* rapidement et j'ai été, comme d'habitude, traversé de sentiments mêlés.

D'un côté, on trouve l'habituel credo sioniste libéral selon lequel la disgrâce d'Israël aurait commencé en 1967 ou plus précisément, avec le début du mouvement de colonisation, le Pêché originel. La nostalgie du « paradis » d'avant 1967 est palpable dans la brochure.

Le *Guide* présente des poèmes, des mémoires et des exposés de seize Juifs et deux Palestiniens.

Sans surprise, les deux seules mentions de 1948 sont le fait des Palestiniens, l'un d'eux relevant, à juste titre, que la tragédie de 1967 est issue de celle de 1948.

En fait, ces chiffres ne sont pas tout à fait corrects : un des Juifs mentionne 1948 en écrivant que « la période allant de 1948 à 1967 a établi Israël comme un fait ».

Voilà pour la Naqba et l'éradication de la Palestine par l'Etat juif à l'intérieur des lignes de l'armistice.

Pourtant... il y a beaucoup à louer dans cet opuscule. Brit Tzedek v'Shalom se règle sur une large part de l'activisme à l'œuvre en Israël et fait joliment appel à leurs connaissances.

La raison d'être de la brochure tient dans la liste qui est fournie d'organisations israéliennes parrainant des visites dans les Territoires occupées.

(L'organisation « [Encounter](#) » n'est pas reprise. Pourquoi ?)

Certes, le discours est tout entier sioniste libéral (le bref historique présenté par le Professeur Irwin Wall cite à l'occasion le point de vue palestinien, mais par sa sélectivité et son choix langagier, c'est clairement un document partisan).

Toutefois, la communauté juive organisée est à ce point à droite que n'importe quoi se situant à sa gauche est digne de louange.

A parler franchement, je regarde des documents comme ceux-là – et autres prises de position de sionistes libéraux aux Etats-Unis – comme apparentés à la méthadone. Ils sont utiles pour sevrer les Juifs américains de la mythologie et de la confusion mentale israéliennes vraiment dangereuses.

Mais ils sont aussi, par eux-mêmes, dangereux et source de dépendance.

Si les auteurs se disent « Bon, eh bien, il nous faut paraître 'impartiaux' pour être entendus », je peux serrer les dents et soutenir l'effort. Libéral velléitaire de toujours (j'ai décidé de soutenir Obama plutôt qu'Hillary : vous voyez à quel point je suis à gauche), je peux encore nourrir l'espoir qu'en dépit de leurs quarante années d'échecs répétés, les sionistes libéraux feront une entaille dans l'occupation.

Mais si les auteurs croient vraiment que 1967 est la racine de tous les maux, et que 1947, ou 1917, ou même 1897, n'ont rien à voir avec 1967, alors ils sont eux-mêmes un élément du problème et non la solution.

Et, comme si souvent dans le passé, la prochaine Intifada les assommera en les prenant au dépourvu, les décevra - vous souvenez-vous de la « gauche déçue », la dernière fois ? - et les renverra à la tente tribale, d'où ils ne réémergeront qu'après la prochaine période de calme.

Car rappelez-vous : vous pouvez être contre l'occupation, considérer que c'est un désastre pour Israël, vous sentir désolé pour les Palestiniens, et être néanmoins un faucon libéral, ou un néocon. Quelques-uns de mes pires ennemis sont opposés à l'occupation.

Vous, les sionistes libéraux, comptez-vous vous joindre à eux quand les choses tourneront au vinaigre, comme vous l'avez fait durant ces soixante dernières années, reflétant l'effondrement récurrent de la « gauche » israélienne à l'appui de la politique à courte vue et désastreuse du « centre chauviniste » d'Israël, pour reprendre la formule heureuse de Hayim Baram ?

Ou bien vous joindrez-vous aux Palestiniens et aux Israéliens qui mettent tout sur la table, y compris le sionisme, et qui veulent une réconciliation historique basée sur 1897, et non pas 1967 ?

[Jeremiah Haber](#)

30 décembre 2007

[The Magnes Zionist](#) : Traduction de l'hébreu : Michel Ghys

* Sam Bahour est un homme d'affaires palestinien de nationalité américaine.

5-4 Adriana Evangelizt : Dernière vidéo de ben Laden signée CIA et MOSSAD

Ah Ben Laden refait surface.

Ben Laden, notre sujet préféré.

Et pour cause. La vérité se saura bientôt.

Pour nous, la thèse que nous défendons est la suivante :

Premier point : Ben Laden est mort depuis Juillet 2001, il n'a donc pas commandité les attentats du 11 septembre. Si l'Afghanistan a été pilonné en suivant soit disant pour le capturer, c'est qu'en HAUT LIEU, on savait qu'il était mort. L'invasion de l'Afghanistan pour le capturer n'est qu'un mensonge, le vrai but étant plus sûrement de s'emparer du pétrole, de se rapprocher de l'Iran et par là même de la Russie qui est l'ennemi number one pour les USA car Poutine veut que son pays émerge au rang de puissance mondiale, chose que ne veulent pas les Etats-Unis comme c'est expliqué [ICI](#)...

Deuxième point : Derrière la manipulation Al-Qaïda-Ben Laden, se cache une structure montée par le MOSSAD et la CIA, chacune de ces entités oeuvrant à sa manière pour faire aboutir ses plans.

Le Mossad est le bras armé du Sionisme International, des planificateurs, pas des juifs ni des israéliens, nous précisons.

N'oublions jamais que les Peuples subissent et que l'on se sert d'eux dans la plus grande majorité des cas. Et si nous disons cela, nous qui sommes d'ascendance judaïque, nous tenons à dire que c'est parce que nous le savons. Le but du Haut Sionistan, à plus ou moins long terme est de s'emparer de toute la Palestine et de Jérusalem.

Il faut lire *Comment Israël expulsa les Palestiniens* pour comprendre que les idéologues sionistes avaient tout savamment planifié avant d'avoir l'accord de l'ONU pour poser leur pied de fer en Palestine.

L'ONU étant savamment infiltrée par leurs membres puisque c'est eux et pour eux que l'Organisation a été créée. Pour assurer l'impunité aux crimes sionistes avec la bénédiction des Etats-Unis et grâce à leur veto.

C'est dire déjà le haut degré de complicité qu'il existe entre ces deux pays et par là même entre leurs services secrets.

Et nous pouvons même dire que tous les services secrets du monde savent cela, laissent faire, ce qui prouve bien qu'ils sont aussi complices. Toute la politique et géo-politique mondiale est basée sur ce concept.

Le concept Sioniste : créer le Grand Eretz Israel. Or, pour parvenir à ce résultat, il faut déstabiliser sans cesse de nombreux pays, les infiltrer et faire en sorte que les événements aillent dans leur sens.

Mais ceci dit le Mossad et la CIA oeuvrent chacun dans l'intérêt de leur pays.

Mais ils se rendent service. On en a encore la preuve avec la dernière intervention de ben Laden par l'intermédiaire de la fameuse Organisation SITE qui n'est qu'une agence Mossadienne dont [Rita Katz est la parangonne](#).

Pour les Eclairés toutes les vidéos ou audio de ben Laden [sont truquées](#) puisqu'Oussama ben Laden est mort, on pense aussi d'ailleurs que Zawahiri doit se trouver dans la même posture. En tout cas, dans une de ses dernières vidéos, ils ont bidouillé la voix et il se trouve qu'il y a [deux voix différentes sur la bande](#).

Si en France personne ne fait d'enquête sérieuse, aux Etats-Unis il y a d'éminents chercheurs qui, eux, ne dorment pas. Quand on pense que personne n'a trouvé bizarre que ben Laden parle sans ouvrir la bouche durant dix bonnes minutes, il y a de quoi se poser des questions sur les médias qui sévissent dans notre pays. Mais aussi sur les autorités qui se taisent lamentablement.

Si nous avons Rita Katz en face de nous, nous exigerions qu'elle nous explique où et comment elle a les fameuses vidéos ou enregistrements.

Comment peut-on franchement croire qu'elle a accès à des sites soit-disants terroristes et que personne ne les capture ?

Texto, on nous dit : *Cette société -SITE- dont le siège est aux Etats-Unis surveille les sites internet et les communications publiques liées aux groupes terroristes et islamistes radicaux.* Quand on sait qui est Katz, pour qui elle est censée oeuvrer et le degré de manipulation du Mossad, on ne peut qu'être complètement écoeuré que personne n'approfondisse l'enquête sur le sujet. Car comme vous pourrez le lire ci-dessous, c'est SITE qui traduit aussi les propos du fantôme ben Laden.

Pour nous, ils font les vidéos ou les enregistrements, ils les diffusent en se servant du nom de ben Laden et pour faire avancer tant leur politique que celle des Etats-Unis, ce qui prouve la connexion Mossad-Cia. Ou alors que la CIA est complètement infiltrée par le Mossad.

Dans tous les cas, on notera que cette intervention tombe à pic au moment où Bush a demandé 70 milliards de dollars pour continuer la guerre en Irak alors que les démocrates et le Peuple Américain y étaient fortement opposés. Vous avouerez qu'elle tombe à pic, la voix de ben Laden appelant à s'en prendre aux collaborateurs des Américains. Elle tombe à pic pour Bush mais aussi pour les Sionistes. Là aussi un aveugle y verrait.

Nous avons [déjà signalé](#) que Al Qaïda avait les mêmes ennemis que les USA et qu'Israël, à savoir l'Iran et Nazrallah... ce qui est déjà fort troublant.

Et là, ben Laden s'en prend au chef du Hezbollah libanais et l'accuse d'avoir autorisé l'entrée des troupes "croisées" des Nations unies au Liban à l'issue de la guerre de l'été 2006 contre Israël." Il dit : *"Hassan Nasrallah a dupé le peuple en accueillant (les troupes de l'ONU) alors qu'il savait qu'elles étaient là pour protéger les juifs et fermer les frontières devant les honnêtes moudjahidine".*

Qui franchement peut croire que ben Laden ait prononcé ces mots ?

Alors que c'est un fervent défenseur de la Palestine et qu'il sait très bien que le Hezbollah est un mouvement de Résistance qui lutte de tout son coeur contre l'envahisseur Sioniste.

C'est intenable.

Ca ne tient pas la route une seconde. Les manipulateurs vont jusqu'à faire se trahir le leader charismatique qui est loin d'être ce que les menteurs en ont fait.

Le véritable combat de ben Laden était contre l'impérialisme américain qui s'imposait dans de nombreux pays musulmans et contre le Sionisme qui martyrise la Palestine depuis plus de soixante ans. Alors comment, franchement, pourrait-il incriminer Nazrallah qui passe pour un héros dans le monde musulman ? Quant on sait de surcroît que les Sionistes -Armée Israélienne et services secrets- n'ont jamais vu d'un bon oeil les troupes de l'ONU au Liban. On sait toutes les provocations qu'ont subi tant les allemands que les Français avec les avions israéliens qui faisaient des piquets au-dessus d'eux. Nous connaissons malheureusement trop bien le machiavélisme du Sionisme, sa perfidie, pour ne pas comprendre qu'ils font aller ben Laden dans leur sens. On les imagine sans peine ricaner en préparant leur cinéma d'enregistrement.

Par contre, les faux propos de ben Laden prouvent que Nazrallah est dans le collimateur des Sionistes.

Il l'est depuis longtemps. Et nul doute que s'il est victime d'un attentat, toute la meute hurlera que c'est Al Qaïda pour protéger les vrais coupables encore une fois.

Oui, cet enregistrement est riche d'enseignement quant à ceux qui l'ont concocté. Il faut savoir décrypter les messages de ceux qui se croient mâlins mais qui sont d'une nullité effroyable. Ainsi lorsque le cheick aurait dit qu'avec les combattants islamistes engagés en Irak, *la "libération de la Palestine" suivrait, ajoutant que les moudjahidine ne reconnaîtraient jamais Israël, ni aucun gouvernement palestinien qui accepte l'Etat hébreu, y compris si ce gouvernement est conduit par le mouvement islamiste Hamas.*

Quand on sait, là encore, tout ce que subit Gaza et que les sionistes ont fermement l'intention de se débarrasser des chefs du Hamas, tous ces propos ne nous semblent pas de bonne augure. Ils vont dans le sens des Sionistes. Ainsi pourront-ils dire qu'ils sont en danger et qu'il faut frapper dur à Gaza pour éradiquer tout mouvement terroriste.

On voit la manoeuvre.

Tout comme l'irruption de ben Laden surgit à un moment où les Israéliens intensifient la colonisation alors que Bush doit se rendre prochainement dans l'Etat hébreu et qu'à Washington on n'est guère content du nouvel appel d'offre pour 750 logements à Jérusalem-Est.

Toute cette manipulation est cousue de fil blanc. Elle va et dans le sens de Bush pour faire passer la pilule des milliards à déboursier et dans le sens des sionistes qui ont tout intérêt à ce qu'une affaire étouffe l'histoire de l'appel d'offre et de l'éradication du Hamas qui est fortement programmée.

Voilà comment nous voyons la chose et plus que jamais nous redisons que derrière l'affaire Al Qaïda-Ben Laden, c'est le Mossad-Cia qui tire les ficelles pour que les événements aillent dans le sens de ceux pour qui ils oeuvrent. Bush et le Sionisme.

Lundi 31 Décembre 2007
